

ECRIT PERIODIQUE

Autorisation de fermeture
1000 Bruxelles 1
1-1/340

Imprimé à taxe réduite

BELGIQUE - BELGIE
P.P.
1000 BRUXELLES 1
1/1836

BUREAU DE DEPOT
BRUXELLES I

Echos du COTA

BULLETIN TRIMESTRIEL D'INFORMATION DU COTA asbl



*Les Technologies appropriées
(1^{ère} partie)*

N° 98

Mars 2003



Le cota appartient
au groupement IDEES

COLLECTIF D'ECHANGES POUR LA
TECHNOLOGIE APPROPRIEE asbl

issn 0773-5510

ECHOS DU COTA est le trimestriel d'information du Collectif d'Echanges pour la Technologie Appropriée. Il suggère et analyse des alternatives technologiques et des savoir-faire pour susciter la réflexion, inspirer des expériences, lancer des débats, influencer des projets de développement.

Le COTA est une organisation non-gouvernementale de coopération au développement de service et d'éducation spécialisée dans les **technologies et les méthodologies du développement**, en particulier dans les domaines du développement participatif et de la coopération décentralisée.

Le COTA est reconnu par la Direction Générale de la Coopération Internationale (DGCI).

Le COTA est un outil offrant un ensemble de services d'appui technique et théorique (consultance, suivi, évaluation, etc.) à tout qui manifeste un intérêt pour le développement et les relations Nord/Sud ; une interface réflexive et évolutive qui étudie, informe et documente sur les méthodologies et les pratiques du développement.

Le COTA est membre du consortium IDEeS, d'ACODEV et du CNCD.

L'Assemblée Générale du COTA est composée de représentants d'ONG belges, d'experts indépendants ainsi que de représentants des milieux académiques belges.

L'équipe du COTA

Secrétaire Général
Colette Achery

Service Technique

Didier Beaufort, Stéphane Boulc'h, Guy Cloes,
Etienne Coyette, Sandra Descroix, Marc Totté

Centre de Documentation

Catherine Sluse, Frédéric Piron

Secrétariat

Rose Martinez, Zohra Achetouan

Abonnement ECHOS DU COTA

10 €
(1 an, soit 4 numéros)

Dexia

068-2127048-59

Pour le paiement à l'étranger, ne pas envoyer de chèque, mais utiliser le mandat postal international ou le virement du compte à compte (frais à votre charge).

COTA asbl

Collectif d'échanges pour la Technologie Appropriée

rue de la Révolution, 7

B-1000 Bruxelles, Belgique

Tél. 32-(0)2/218.18.96

Fax. 32-(0)2/233.14.95

Email : info@cota.be

Site Web : <http://www.cota.be>



Editorial

Chronique d'une mort annoncée ?

Il fut un temps où on pensait que les techniques allaient pouvoir résoudre une grande part des problèmes dans lesquels étaient plongées les sociétés du Sud. Entre la fin des années 60 et le milieu des années 90, le concept de Technologies appropriées a connu, entre réussites et échecs, un grand retentissement auprès des acteurs du développement, publics et privés. Les moyens consacrés à la recherche et au développement, aux expériences pilotes, à la publication d'ouvrages divers (catalogues, fiches techniques, répertoires, etc.) étaient conséquents. Des ONG se sont spécialisées dans ce secteur et de nombreux fabricants se sont lancés dans la production d'équipements divers, distribués souvent gr,ce aux fonds d'aide liés de leurs gouvernements.

Or, depuis quelques années, non seulement le concept est battu en brèche (au début des années 90 certains envisagent de changer la dénomination), mais il disparaît des agendas des acteurs de développement et de leurs bailleurs de fonds. Les approches techniques ont, semble-t-il, cédé le pas à des approches plus méthodologiques.

Les acteurs des TA en sont en partie responsable. Ils ne sont pas parvenus à pénétrer les diverses couches de la société qu'ils étaient censés appuyer ; les résultats de leurs actions sont souvent restés confidentiels (plus tournés vers les bailleurs de fonds en vue de justifier les budgets octroyés que vers les populations cible). Malgré la somme monumentale de documents écrits aujourd'hui disponibles, presque aucun bilan n'a jamais été fait.

Bien que le caractère approprié d'une technologie soit devenu un critère de sélection de projet dans les principales agences de coopération, peu de problèmes posés par le passé en matière d'équipement des travailleurs et des producteurs du Sud sont aujourd'hui résolus. Les conditions de vie et de travail au Sud ne cessent de se dégrader. Les besoins restent immenses. Comment comprendre ce soudain désintérêt autour des technologies ?

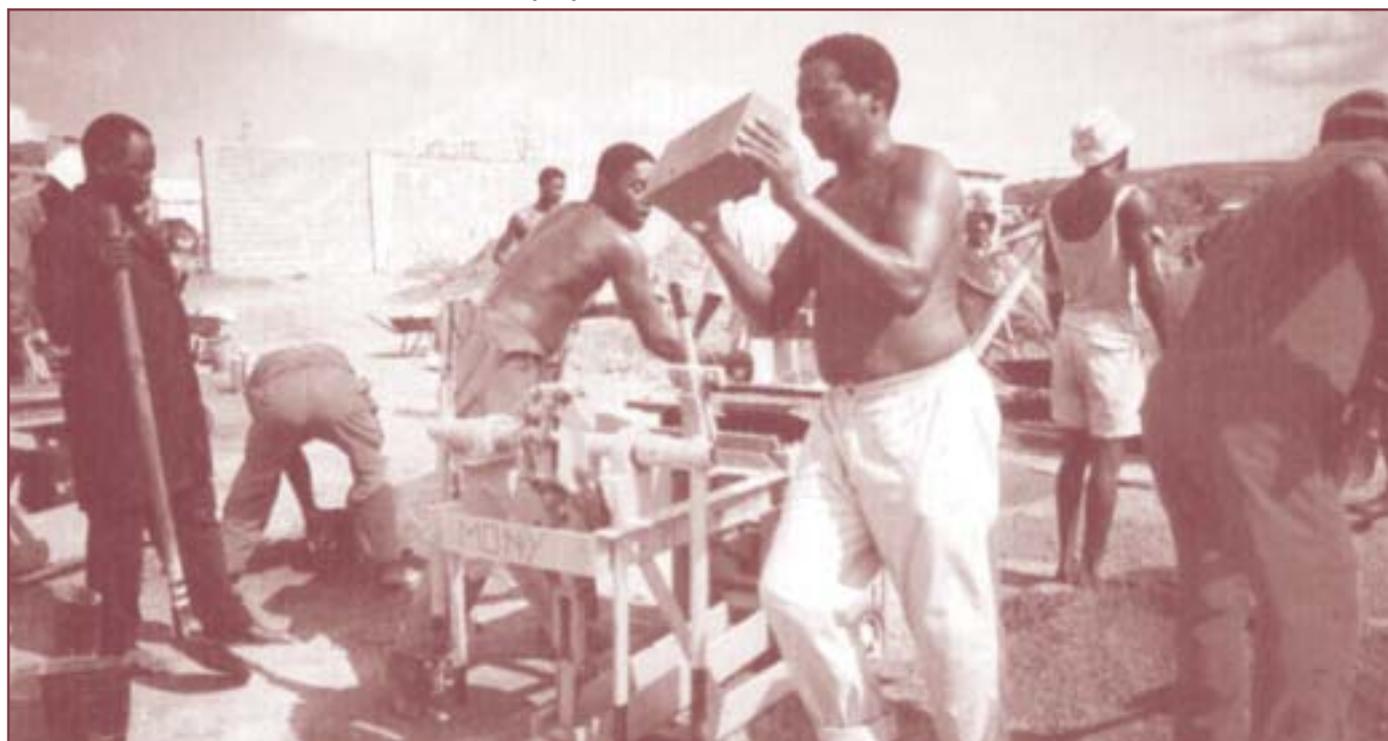
Le COTA est directement issu de cette mouvance des TA. La question revêt donc à nos yeux une importance toute particulière. Ce numéro s'attachera à commenter l'histoire et l'évolution de concepts liés aux TA. Et puisque les quelques pages qui le composent ne sauraient nous permettre d'embrasser cette vaste problématique, un second volet lui sera consacré dans le numéro 102, prévu pour mars 2004. Nous aborderons alors la question sous un angle plus concret puisqu'il s'agira d'examiner les réponses offertes aujourd'hui sur le terrain aux problèmes posés dans les principaux secteurs des TA.

Sommaire

Les technologies appropriées, qu'est-ce que c'est? (Didier Beaufort - COTA)	3	Les technologies appropriées en Belgique (Didier Beaufort - COTA)	17
Les enjeux des technologies appropriés sont-ils résolus? (Didier Beaufort - COTA)	8	Chronique de livres	20
Les services de question-réponse (Q/R) (Didier Beaufort - COTA)	11	Formations- Evènements	26
Les vestiges des réseaux de technologies appropriées (Didier Beaufort - COTA)	14	On nous informe	30
		Offre d'emplois	33

Les technologies appropriées, qu'est-ce que c'est ?

La technologie appropriée couvre les principaux secteurs d'intervention en matière d'actions de développement (éducation, santé, agriculture, énergies, hydraulique, habitat, environnement, petites industries...) et s'applique aussi bien à des services qu'à des processus de production, de transformation ou à des équipements à des niveaux divers.



(Photo: APRO-TECHNOS S.A.)

Les TA constituent un moyen d'atteindre des finalités sociales et économiques spécifiques. Elles s'articulent donc nécessairement dans un contexte, un environnement local dont il importe de prendre en compte les différents aspects et dont il faut maîtriser les interrelations.

Les valeurs qui sous-tendent la TA doivent rencontrer la réalité quotidienne : la nécessité de tenir compte du contexte local et plus particulièrement de certains aspects de ce contexte comme la structure sociale, la culture, l'économie, l'environnement, les ressources humaines et naturelles, les savoir-faire, les relations "hommes/femmes", etc.

UNE TECHNOLOGIE ADAPTÉE ET APPROPRIABLE

L'impact de la technologie sur la structure sociale ou la culture est loin d'être négligeable. Elle doit en général permettre ou susciter une évolution sociale qui conduira à des ruptures plus ou moins brutales. Le concept de non-violence prend ici son sens et

la plus grande vigilance s'impose quant aux effets secondaires et aux conséquences même involontaires de ces ruptures.

L'introduction de la traction animale pour le pompage de l'eau dans certaines régions du Sahel s'est heurtée au fait que si les femmes étaient généralement affectées aux tâches d'exhaure, les hommes, à qui appartenaient les animaux de bât, refusaient qu'on les utilise de la sorte.

Du point de vue culturel l'ignorance peut conduire à des échecs... cuisants, comme en témoigne l'échec de programmes visant à diffuser des cuisiseurs solaires au Burkina Faso. L'une des causes de cet échec provient du fait que dans certaines ethnies, pour répudier sa femme, le mari descelle le foyer de la maison familiale et le dépose à l'extérieur. D'où le malaise des femmes qu'ont incité à cuisiner en plein air¹.

(1) Exemples cités par Jean-Marc Van Nypelseer dans l'article "Technologie appropriée, concept et transfert", dans "Nouvelles des sciences et de la technologie", vol. 12, N°2 (1994), p. 51-64.

Les technologies appropriées, qu'est-ce que c'est?

On peut multiplier les exemples de technologies efficaces mais inadaptées à certains contextes sociaux, économiques ou culturels.

Le pédalier de bicyclette pour la production d'énergie dans des processus de transformation de produits agricoles ou le pompage d'eau, a été introduit avec des succès très inégaux dans différentes régions du monde. Là où le vélo reste un produit inaccessible financièrement, voire inconnu cet usage peut paraître incongru. On pourra se sentir ridicule à l'idée de chevaucher un vélo "qui ne sert même pas à se déplacer". Il n'y a pas que le résultat qui compte.

La manipulation des matières fécales animales est courante en Asie (construction, chauffage), inconcevable pour la plupart des africains. L'introduction de digesteurs de gaz méthane pour la production de biogaz n'a pas rencontré le même succès partout, indépendamment du bien fondé technico-économique.

Du point de vue économique, les producteurs et fournisseurs de TA ont souvent négligé les aspects de diffusion et de distribution des TA. D'autre part, les acteurs de la coopération/du développement ont souvent considéré avec un certain mépris les acteurs "économiques" (entreprises ou micro-entreprises) ; ceci jusqu'aux années 90. A travers le don, on a longtemps mis sur le même plan les besoins "sociaux" (énergie, eau, infrastructure, santé, éducation) et les besoins économiques (élevage, agriculture, industrie) par lesquels passe aussi l'amélioration du bien-être.

Les besoins sociaux nécessitent souvent des investissements lourds (pas forcément rentables d'un point de vue économique) et sont, par nature, essentiels à l'ensemble d'une communauté. Les besoins économiques correspondent à des nécessités qui dépassent largement la sphère commerciale (besoins culturels, sociaux etc.) mais qui participent à la logique du marché et de la concurrence.

Il n'y a aucun inconvénient à ce que des organismes pallient les carences des pouvoirs publics en fournissant l'eau ou la lumière à certaines communautés, il s'agit d'un des rôles fondamentaux des organismes d'aide. Par contre, en offrant du matériel de production de transformation de produits agricoles par exemple, on nie l'existence de données importantes comme la concurrence entre franges de la population ou entre régions ou villages qui n'ont pas bénéficié d'avantages équivalents.

Non seulement la logique du don élude la prise en compte des coûts et bénéfices, mais elle peut entraîner le rejet des équipements dont on pourra penser par ailleurs (et parfois à juste titre) qu'ils ont été imposés aux bénéficiaires. Parce qu'ils sont gratuits, certains considèrent ces équipements comme n'ayant aucune valeur. Les gens s'en déresponsabilisent, ne les entretiennent pas, les détournent de leurs fonctions initiales.

Enfin, signalons également que la qualité du matériel est importante. Une technologie pour les pauvres ne peut être une technologie pauvre. Implanter une nouvelle technologie est très complexe. Si le matériel est adapté mais que sa qualité

est déficiente ou que la maîtrise du processus de production fait défaut c'est la technologie elle-même qui sera mise en cause. Ainsi, la construction en terre stabilisée a vu son implantation freinée dans beaucoup d'endroits parce que, fabriquées sur base de plans sans tenir compte par exemple de la résistance des aciers employés, les presses à briques n'étaient pas assez solides. Dans le même cas, le non-respect de certaines contraintes dans la préparation de la matière première (du séchage ou des règles de base de l'architecture) peuvent compromettre la solidité de la réalisation et du même coup compromettre l'image d'une technique pourtant fiable. Et il est encore plus compliqué de réimplanter une technique ayant eu mauvaise réputation, même si les déboires qu'elle a connus ne peuvent lui être directement imputés.

D'OÙ VIENNENT LES TA

Les TA ne sont pas nées avec la coopération au développement et sont rarement le résultat d'une création ou d'une invention. Le plus souvent il s'agit de techniques réhabilitées, adaptées ou améliorées.

La mécanisation de la fabrication de briques date du XIX^{ème} siècle. Les premiers essais de stabilisation et de compression de la terre ont eu lieu dans les années 50. Des machines de moulage de briques du début du XX^{ème} siècle ont été perfectionnées au point d'exercer une pression suffisante et produire des blocs de construction en terre stabilisée de qualité en lieu et place des briques cuites pour la production desquelles ces machines avaient été conçues.

Il s'agit surtout de techniques étant soit tombées en désuétude pour des raisons mercantiles, liées à des changements dans les modes de production ou suite à l'intervention d'innovations techniques, soit inconnues dans la région où on veut les introduire. Les équipements de production de textiles à petite échelle ou de mouture du maïs sont maîtrisés depuis longtemps mais inconnus de certains utilisateurs potentiels.

Les améliorations peuvent porter sur des aspects techniques, ergonomiques ou consistent en la simplification de technologies sophistiquées comme les microcentrales électriques ou les turbines de chutes.

Aujourd'hui, les réponses concrètes manquent encore dans des domaines tels que l'emballage à petite échelle ou les contenants appropriés. Il faut hélas rappeler le fait que la recherche en développement reçoit de moins en moins d'appuis des institutions et que les entreprises spécialisées y trouvent rarement un intérêt direct.

Les inventions proprement dites sont rares sauf dans les cas de nouvelles technologies comme l'utilisation de l'énergie solaire pour la production d'énergie thermique ou photovoltaïque dont la diffusion au niveau international s'accroît alors que les prix tendent à diminuer. De nouveaux matériaux ont été découverts ou bien certaines méthodes de biotechnologies (hydroponie, cultures in-vitro, micropropagation...) ont été spécialement adaptées pour répondre aux conditions et aux

ressources locales. Rétrospectivement, on constate que certaines de ces technologies, surtout en matière d'énergies renouvelables (solaire, éolienne...), ont "fait un détour par le Sud", souvent grâce à des acteurs du secteur des technologies appropriées, avant de s'imposer chez nous comme des solutions partielles en matière de production d'énergie, tandis qu'au Sud elles sont encore trop souvent restées à l'état embryonnaire ou expérimental.

La grande "innovation" des dernières années semble être le développement du secteur des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC). Si elles ne sont pas des technologies de développement en soi, elles permettent en tout cas un accès plus aisé à l'information, à la communication et aux échanges internationaux. Leur essor pourrait favoriser le développement de zones plus enclavées : connaissance des prix du marché de leurs produits, santé ou enseignement à distance (des exemples existent d'agents de santé de brousse dont les interventions sont supervisées et conseillées en direct par des médecins grâce à Internet).

On en arrive à la situation paradoxale, dans certaines régions d'Afrique où il faut mettre sur le même pied d'avancées technologiques la traction animale et l'ordinateur ou le téléphone. Il s'agit aujourd'hui, d'une certaine manière, de deux technologies appropriées au développement de l'Afrique.

LES GRANDS SECTEURS

L'agriculture.

Les activités du monde rural sont une des premières cibles : il s'agit d'une part d'améliorer les outils de production ou de techniques pour le travail de la terre (outils aratoires, traction animale...) et, d'autre part, de technologies post-récoltes qui ont fait l'objet de nombreuses recherches ou de perfectionnement (égrenoir à main à moteur ou à pédalier...), presses (à

huile, à fruits...), moulins à marteaux pour farine, batteuses à céréales, vanneuses, décortiqueuses, extracteurs, mélangeurs, épulpeurs, grillageuses (pour garder le bétail ou protéger les cultures), etc. En somme, des outils intermédiaires qui remplacent le plus souvent le travail manuel ou pénible. Sans oublier tous les aspects liés à l'environnement comme les modes et pratiques culturelles (lutte contre les prédateurs, remplacement des cultures sur brûlis, fabrication de compost, agriculture biologique ²).

L'énergie

C'est aussi un des secteurs privilégiés, surtout pour ce qui concerne l'usage des énergies renouvelables. Il s'agit tout autant d'énergie domestique (le bois de feu) que de production énergétique (chaleur, lumière, motorisation...). Les objectifs sont de faire face à des problèmes environnementaux graves (désertification, déforestation) ou de répondre à des besoins comme l'éclairage, le fonctionnement de machines, le pompage d'eau ou la production de chaleur (séchage de produits alimentaire) ou de froid.

Etant donné les problèmes rencontrés par l'emploi d'énergies fossiles (pollution, coût, transport et distribution, non renouvellement de ces ressources), les recherches s'orientent vers les énergies renouvelables, à partir des ressources locales comme le solaire, l'éolien, l'utilisation des cours d'eau et barrages (microcentrales), le biogaz, la biomasse...

La construction

On estime à plus d'un milliard le nombre de personnes vivants sans logement décent. Les matériaux comme le béton ne permettront pas de subvenir à ces besoins. Dès lors, l'utilisation de matériaux locaux ou nécessitant moins d'apports externes se justifie. La production de blocs en terre stabilisée ou de

tuiles en fibrociment répond pour partie à ces préoccupations ³. Il ne faut pas non plus négliger les techniques de construction traditionnelle (bois, bambou, terre-paille, pisé...) qui offrent encore des solutions à coûts abordables, maîtrisées localement et d'un entretien aisé. Il faut hélas souligner que pour beaucoup d'habitants du Sud, le parpaing de ciment et la tuile en tôle ondulée restent des symboles de modernité, malgré les nombreux inconvénients (thermiques, financier, de dégradation...).

L'eau

Outre les différents modèles de pompes à eau manuelles dont les prototypes sont de plus en plus standardisés



(Photo: Turbowinds S.A.)

(2) Cf. les ECHOS DU COTA, n°84 (octobre 1999).

(3) Cf. les ECHOS DU COTA, n°89 (décembre 2000), "Habitat : dynamique de développement".

Les technologies appropriées, qu'est-ce que c'est?

(pompes India par exemple), d'autres technologies comme le béliet hydraulique, les pompes à godets sont aussi utilisées. Le pompage solaire ou éolien se répand progressivement, que ce soit pour l'alimentation ou la culture. Sans compter les techniques mises en œuvre pour la gestion et la distribution de l'eau ⁴.

Il y a également l'amélioration de technologies artisanales, domestiques ou industrielles pour la production de biens de consommation comme le savon et les produits cosmétiques, le petit élevage, l'artisanat, les jus de fruits et autres produits culinaires..., soit toute une série de biens de consommation directe. L'utilisation de ces technologies permet la création d'emplois en termes de fabrication mais aussi de distribution.

On pense également à des réponses appropriées (mais parfois très difficiles à implanter) aux questions de santé/environnement, comme les toilettes sèches.

Enfin, des solutions ont été imaginées pour répondre à des problèmes spécifiques comme, par exemple, ces filets "chasseurs de nuages" destinés à récolter les rosées et les eaux de nuages en suspension et que l'on a tendus au flan des montagnes arides et dans les zones désertiques des Andes péruviennes et chiliennes ⁵.

TRANSFERT DE TECHNOLOGIES APPROPRIÉES

Le transfert de technologies appropriées repose sur la production locale des outils et biens d'équipements qui répondent aux besoins réels des populations. Ce concept exprime un des moyens à travers lequel les pays du Sud peuvent accroître leur autonomie. Il est rendu d'autant plus nécessaire que le matériel importé est souvent inadapté ou trop cher. Il s'agit principalement d'outils et d'équipements agricoles, de construction ou de production de bien de consommation.

Un moulin à marteau qui vaut 40.000 € à la sortie de l'usine en Belgique sera livré à Bamako au Mali à 45 - 50.000 € (frais de transports et d'emballage) et, dans le meilleur des cas, plus de deux mois après le paiement. Avec 70% de droits de douane sa valeur atteindra les 80.000 €. S'il transite par une chaîne commerciale classique, il faut encore y ajouter la marge bénéficiaire du revendeur. Dès lors, ce moulin a toutes les chances de n'être jamais rentable.

Ce transfert de TA suppose le soutien des ateliers mécaniques et l'adaptation des conditions de production tant aux capacités et aux moyens existants qu'à la demande effective. Il importe ensuite de les optimiser en améliorant la formation des hommes et l'organisation du travail, en privilégiant finalement la qualité du produit et son caractère approprié afin de lui garantir une diffusion maximale. Il ne faut toutefois pas perdre de vue les risques liés à ce type d'activités. Ainsi culturellement, le travail de l'acier est réservé en Afrique de l'Ouest à la caste des forgerons dont les fonctions et attributions sont rigoureusement codifiées et il pourrait paraître inconcevable de mettre sur pied des ateliers de forge ou de mécano-soudure sans qu'ils

ne soient fortement impliqués. La répartition des tâches par activité (production, gestion, commercialisation...) n'est pas seulement affaire de logique ou de compétences.

On peut aussi parler d'échanges de savoir-faire lorsque, par exemple, les méthodes de production de sel utilisant le bois de mangroves en Guinée et au Bénin, sont remplacées petit à petit avec l'aide de saliniers bretons (Guérande), par un très vieux système européen : l'évaporation au soleil.

Le soutien au développement d'ateliers de fabrication et de structures de commercialisation efficaces a généralement été délaissé par les différents bailleurs de fonds et les ONG.

LA SITUATION ACTUELLE

Un des problèmes communs aux agences de développement et aux différents opérateurs est le manque de capitalisation, d'habitude ou de volonté de dresser des bilans d'action. Le besoin de justifier le bien fondé des projets auprès de bailleurs ou du public a trop souvent conduit à mettre en valeur les (parfois très maigres) résultats obtenus, dans des délais trop courts, plutôt qu'à tirer les leçons, positives ou négatives, des expériences et des réalisations. Les fréquentes rotations de personnel aux sein des agences ou des ONG accentuent encore cette tendance.

C'est ainsi que, si les TA paraissent un peu mises à l'écart aujourd'hui, il est difficile de dresser des bilans positifs ou critiques et, dès lors de tenter de convaincre à nouveau les différents acteurs de l'utilité de les soutenir ou au moins de ne pas les ranger définitivement aux rayons des souvenirs. Les besoins restent très forts, les méthodes de travail ont beaucoup évolué, avec à la fois l'introduction d'outils méthodologiques (gestion du cycle du projet, cadre logique) et l'essor des nouvelles technologies de l'information et de la communication, particulièrement l'informatique, le courrier électronique, Internet ⁶. Un des paradoxes de l'histoire récente, est que la première des ONG de la mouvance des TA a avoir saisi l'importance des NTIC, l'organisation néerlandaise TOOL, a dû mettre la clé sous la porte à cause des moyens importants engagés notamment dans la mise sur pied d'un serveur spécifiquement destiné aux ONG. La désaffection générale envers les TA a sonné le glas de TOOL, à l'aube de l'an 2000.

ENJEUX

Les défis du futur sont difficiles à définir. L'absence de bilan et le manque d'interlocuteurs ne facilitent pas la tâche. Toutefois, on peut tirer à gros traits quelques tendances.

Au Sud, dans la mesure où les outils de production continuent à faire défaut, parfois pour les outils les plus élémentaires, le soutien aux ateliers de productions locaux, l'amélioration des capacités de commercialisation de produits restent primordiaux. Cela implique de la part des gouvernements locaux et des agences d'aide un soutien au développement des capacités de fabrication locale (formation, encadrement, législation

(4) Consulter les ECHOS DU COTA, n°90 (mars 2001), "Gestion et assainissement de l'eau"

(5) Consulter: J-L. Schmitz, "Les chasseurs de nuages", dans les ECHOS DU COTA, n°63 (juin 1994), p. 17-19.

(6) Cf. les ECHOS DU COTA, n° 86 (avril 2000), "Communication appropriable".



(Photo: Graphoui)

adaptée, transferts technologiques Nord - Sud mais aussi Sud - Sud...) ainsi qu'une vision du développement de ce secteur de manière stratégique, si possible à l'échelle régionale.

L'implantation de nouvelles technologies nécessite une pleine participation des bénéficiaires : il convient donc d'adapter des méthodologies participatives pour faire franchir par ces communautés de nouvelles "étapes technologiques". Si la demande ne provient pas de ces communautés et si celles-ci n'ont pas la volonté explicite de participer entièrement à ces implantations, tous les efforts extérieurs seront vains.

Il faut aussi favoriser le développement des outils de communication et de gestion de l'information. Ils permettent la diffusion et l'échange de l'information technique, phase préalable pour l'élaboration d'opinions, l'expression de choix et la connaissance de l'actualité et des réalités politiques, sociales, culturelles ou commerciales. Ils peuvent se révéler une source importante d'information technique.

La préoccupation environnementale doit rester une constante dans toute application en matière de franchissement de pas technologiques. Il s'agit d'un enjeu universel.

La lutte contre la pauvreté doit en partie guider les choix technologiques et rester un des fils conducteurs de la réflexion sur les TA. Une part non négligeable de cette pauvreté est le produit d'un manque d'équipements, parfois les plus rudimentaires, qui soit porte atteinte à la productivité, soit ne permet pas de mettre sur le marché des produits de qualité et par effet, compétitifs.

Pour qu'une technologie s'implante vraiment, il faut du temps.

Ce n'est pas un processus rapide. Différents facteurs externes ou internes peuvent être causes d'échecs, de retard, etc. Il importe d'avoir des stratégies à long terme (le passage de la culture manuelle à la traction animale, là où elle n'existe pas encore peut nécessiter le passage d'une génération ou d'un plus grand laps de temps encore). Les programmes doivent tenir compte du paramètre temps, relatif à la nature de la technologie en question et aux capacités locales à les intégrer de manière durable.

Un des enjeux fondamentaux est bien sûr de réussir à rendre aux technologies la place qui leur convient (en se gardant des effets de mode). Ils ne sont pas la solution unique aux nombreux problèmes qui se posent au développement des sociétés du Sud, mais il est tout aussi évident qu'une société qui n'aura pas fait de choix technologiques clairs (si possible à grande échelle et dans l'ensemble des domaines de production ou de couverture des biens sociaux élémentaires), risque de se voir de plus en plus marginalisée.

CONCLUSION

Les besoins en technologies réellement appropriées restent considérables, en Afrique surtout. Pourtant presque tous les acteurs ont disparu, sans un mot d'explication, comme s'il ne s'était agi que d'une mode aujourd'hui tombée en désuétude. Ceux qui tentent courageusement de continuer à porter la flamme du développement des TA ne trouvent plus que très rarement d'oreilles attentives. Ceci peut sembler paradoxal au moment où l'appui aux PME ou au secteur informel par le biais de crédit devient une norme dans le monde des agences de développement et des ONG...

Les enjeux des Technologies appropriées sont-ils révolus ?

L'attention portée aux choix technologiques devrait faire partie des principaux enjeux en matière de développement. Pourtant ces choix semblent déjà relever d'un lointain passé...



(Photo: Deklerk Association de fait)

Bien que plusieurs courants de réflexion antérieurs aient contribué à sa naissance ¹, on considère généralement que c'est la publication du livre "Small is Beautiful" de l'économiste anglo-allemand E. Schumacher qui en 1973 pose les bases du concept de Technologie Appropriée (TA).

Selon Schumacher, les TA devaient être simples, exploitables à petite échelle, peu coûteuses et non violentes vis-à-vis de l'homme et de l'environnement. Aujourd'hui, on considère plutôt qu'elles doivent :

- rencontrer les besoins de la majorité des membres d'une communauté ;
- employer des ressources naturelles locales en répartissant le capital et le travail proportionnellement à leur capacité de s'inscrire dans une optique de développement durable ;
- être maîtrisées par la communauté qui les gère ;
- valoriser le savoir-faire et la dignité des utilisateurs ;
- être non violentes par rapport à l'environnement et aux communautés humaines ;
- être socialement, économiquement et écologiquement rentables.

PREMIÈRE ÉPOQUE : L'UTOPIE

La première phase de l'histoire des TA (les années 60-70) est celle des pères fondateurs. C'est une époque utopique - pour ne pas dire carrément messianique. Liée aux mouvements de contre-culture, elle exprime davantage les désirs ou les rêves d'occidentaux en rupture avec leur société que les besoins des populations du Sud. Ils prennent "Small is beautiful" au pied de la lettre et opposent production de masse et production par les masses. A cela, on peut objecter que ce qui est petit, quand il est surmultiplié, n'est pas nécessairement beau. Les dégâts causés par l'usage intensif de la voiture individuelle ou de la chasse d'eau des toilettes en sont deux bonnes illustrations.

Les années 60 sont aussi l'époque de la décolonisation et de la mise en place des premières politiques de coopération au développement entre le Nord et le Sud. Entre une vision caritative et une approche plus politique de soutien aux mouvements d'émancipation, cette coopération est confrontée à un certain nombre de réalités techniques et de besoins urgents, comme l'accès à l'eau, l'agriculture de base, la transformation de produits agricoles, la construction, l'énergie, etc. Il s'agit le plus souvent d'expérimentations, par des personnes imaginatives et de bonne volonté, de techniques diverses, tantôt annonciatrices d'avancées technologiques importantes, comme ce fut le cas avec l'énergie solaire, tantôt complètement farfelues et passées rapidement aux oubliettes.

En 1966, Schumacher fonde en Angleterre ITDG (Intermediate Technology Development Group) dont l'objectif est de réfléchir, d'expérimenter et de documenter sur les aspects technologiques du développement.

Dans la foulée, un grand nombre d'associations aux objectifs analogues ont été créées au Nord (TOOL en Hollande, GRET en France, GATE/GTZ en Allemagne, SKAT en Suisse, ATOL et COTA en Belgique...), comme au Sud (FASE au Brésil, TECHNE au Chili, SEMTA en Bolivie, CEDISA au Zaïre, GRATIS au Ghana, Centre SONGHAI au Bénin, OPC-APICA au Cameroun...). Leurs origines sont diverses : organisations indépendantes, liées au monde ONG ou mises sur pied par des instances gouvernementales.

(1) Dont la campagne de Gandhi pour le port de vêtements réalisés par les tisserands locaux, symbolisée par le rouet qui fut intégré au drapeau indien.

Les débats qui naissent alors sont souvent plus sémantiques que techniques. La fin des années 60 et le début des années 70 sont propices au genre et le mouvement TA se veut autant critique (par rapport aux politiques et modèles de développement) que technique.

Les échecs sont nombreux. Ils sont notamment dus au fait que les solutions apportées étaient le plus souvent étrangères aux sociétés visées. Les "technologues" tenaient peu compte des savoirs et des expériences propres aux populations qu'ils étaient censés appuyer. Celles-ci étaient plutôt considérées comme des cobayes.

Malgré tout, les expériences se multiplient dans la construction, la production d'énergie (solaire, éolienne, cuisson des aliments), l'exhaure de l'eau, la transformation agroalimentaire, etc. mais les efforts sont dispersés.

DEUXIÈME ÉPOQUE : LES EXPERTS

D'aucuns considèrent les années 80 comme la phase arrogante de l'histoire des TA. Le secteur se professionnalise et les instituts spécialisés (de petites entreprises et des centres de recherches) se multiplient, encouragés par des bailleurs qui leur apportent volontiers leur soutien.

Pourtant, les efforts déployés sont dispersés. Plusieurs organismes procèdent aux mêmes tests sans se coordonner, chacun y allant de sa propre "solution". L'aide du Nord est souvent liée et il apparaît légitime de favoriser le matériel que l'on trouve dans son propre pays. C'est ainsi qu'à la fin des années 80, on recense plus de 60 pompes à eau manuelles différentes au Burkina Faso dont les pièces de rechanges sont aujourd'hui introuvables.

Au départ, les résultats des expérimentations quittent difficilement le cercle restreint de leurs concepteurs et les équipements produits peinent à pénétrer les marchés. Les spécialistes considèrent que la diffusion n'est pas de leur ressort mais de celui des "autres" acteurs impliqués tels que les agences de développement, les institutions ou les pouvoirs publics. La promotion par les voies commerciales classiques reste un sujet relativement tabou, l'aide au développement s'accommodant mal de la notion de profit. C'est néanmoins l'époque où les savoir-faire s'affinent et où le matériel gagne en qualité.

En 1982, le réseau SATIS (Socially Appropriate Technology International Information Service) est créé. Il s'agit, pour les centres de documentation spécialisés, d'une méthode de classement et de traitement des ouvrages et des documents adaptée aux principaux champs d'investigation des TA. Aujourd'hui, une cinquantaine de centres de documentation qui au Nord et au Sud sont spécialisés dans les matières du développement utilisent encore cette méthode.

L'effort en matière de communication et d'information est soutenu par plusieurs institutions de coopération bi et multilatérales (FAO, CTA, UN, ACCT, PNUD, ...) qui collaborent avec des ONG pour établir des répertoires (d'ONG, de producteurs et de fabricants), et réaliser des ouvrages et des fiches techniques dans de nombreux domaines. En France, le GRET s'est ainsi rendu célèbre en concevant et en diffusant largement

des fiches sur toute une série de produits dits de TA. Avoir sa "fiche GRET" était devenu, dans un certain jargon, synonyme d'une réponse à un problème, quel qu'il soit.

Des réseaux d'échanges se mettent en place. Des transferts de technologies entre organisations ou fabricants du Nord et du Sud se réalisent non sans difficultés, c'est ainsi qu'OPC-APICA au Cameroun a fabriqué des presses à briques pour la terre stabilisée avec l'appui d'UNATA¹, coopérative flamande spécialisée dans le matériel manuel et des presses à huiles et à fruit avec la collaboration de la société française ALTECH. D'autres tentatives échoueront, généralement à cause du manque d'expérience ou de moyens du partenaire du Sud qui peinait à reconnaître le coût de ces transferts. La logique du don continue de prévaloir et de nombreux organismes du Sud considèrent naturel que tout leur soit offert sans qu'ils ne doivent assumer une contrepartie.

La technologie appropriée trouvait aussi sa place dans les salons spécialisés comme ceux de l'agriculture à Paris ou à Bruxelles (Agribex) qui réservaient une place aux fabricants et promoteurs d'équipements pour le Sud et organisaient des rencontres entre professionnels du Nord et du Sud. Le Centre pour le développement industriel (CDI, organisme dépendant de la Commission européenne, aujourd'hui appelé CDE, Centre pour le développement de l'entreprise) a même organisé par deux fois, à Montpellier puis à Marseille, des salons réservés aux producteurs de TA et à leur clientèle potentielle.

Malgré cela, le problème de commercialisation et de divulgation de ces technologies n'a pu être résolu, même si des initiatives, comme "la Maison de la Technologie appropriée", vitrine des TA au cœur du quartier africain de Bruxelles ou des bureaux de ventes et d'achats ont vu le jour à la fin de la décennie. Leur objectif était d'apporter des solutions opérationnelles aux promoteurs du Sud. Il s'agissait de structures commerciales capables de fournir une gamme étendue de matériel, là où les services de questions-réponses des ONG ne fournissaient que des adresses ou des informations techniques et les fabricants, ce qui est légitime, que leurs propre production. Ainsi, la "Maison de la technologie appropriée" était à même de commercialiser plus de 500 produits différents, dont un bon nombre d'unités "clés sur porte" pour la production de glace industrielle, de cartons à œufs, de briques, de craies scolaires, d'huiles, de farines, de cosmétiques, de clous, de savon, etc.

En effet, au delà des petites technologies villageoises, base des TA, la demande d'unités de production complètes grâce auxquelles on espère limiter certaines importations et structurer un tissu industriel naissant au Sud commence à prendre de plus en plus d'ampleur.

Toutefois, si cette demande est forte, a posteriori on peut constater que la clientèle potentielle, les "promoteurs", que l'on pouvait par exemple rencontrer dans les forums organisés en Afrique par le CDI, étaient la plupart du temps insolubles. Beaucoup pensaient sincèrement qu'il suffisait d'avoir une bonne idée et que le reste allait suivre : les études préalables, les équipements, ...

¹ Voir l'article sur les TA en Belgique dans ce numéro.

Les enjeux des Technologies appropriées sont-ils révolus ?

Souvent, ce qui était recherché correspondait à une idée qu'ils avait pêchée ça et là, indépendamment de véritables études de marchés et sans tenir compte de leurs capacités professionnelles à gérer l'ensemble des processus de production et de distribution. Ce qui prêtait à confusion pour les fournisseurs du Nord qui recherchaient le matériel demandé. Au fil des années on pouvait clairement percevoir des effets de mode (les craies scolaires, les savons, les cartons à œufs, les brosse...), sans que l'on ne sache s'il s'agissait d'un véritable besoin, ce qui apparemment était le cas vu l'augmentation des demandes, ou si cela masquait en définitive un manque de propositions originales les promoteurs du Sud se copiant les uns les autres. Il est aujourd'hui à peu près certain qu'il y a eu un taux d'installation de lignes de production inférieur à 1% de l'ensemble des demandes.

TROISIÈME ÉPOQUE : LE RÉALISME

Les années 90 sont marquées par la fin de la guerre froide, par la reconsidération du rôle politique et stratégique des pays du Sud et par le durcissement de la compétition économique. Sans pour autant se couper de leurs racines et de leurs valeurs fondatrices, les acteurs de TA du Nord et du Sud orientent davantage leurs réflexions sur les capacités et les besoins des utilisateurs et des populations, sur la diffusion, la promotion, et la rentabilité des équipements. Le concept est élargi aux petites industries et aux microréalisations rurales ou urbaines. L'accent est également porté sur les formes organisationnelles, les choix technologiques, la participation, la professionnalisation, les réseaux d'échange d'expériences...

Les technologues se muent en "facilitateurs". Leur rôle est d'aider à franchir des étapes qualitatives en se basant sur l'expérience et les savoir-faire locaux. Les techniciens et les ingénieurs cèdent peu à peu le pas aux sociologues et aux économistes.

La recherche méthodologique domine les débats. Le concept de "Gestion du cycle du projet" s'introduit progressivement dans toutes les activités liées au développement et l'évaluation occupe une place prépondérante par rapport aux autres phases de ce cycle. Une grande part des "chercheurs" et des évaluateurs proviennent de la mouvance des organisations de TA.



(Photo: BEXEN e.i.)

On pouvait penser, comme l'écrivent Michèle Odey-Finzi et Thierry Beront-Inard ⁽²⁾, que le mouvement des TA était au "moment de la rencontre entre les gens, les choses et les mots, ce qui précisément représente la spécificité du mouvement des technologies appropriées". Ceci signifie que si au départ le mouvement des TA combinait une vision critique et technique du développement, il allait enfin pouvoir toucher sa cible, les populations. Dans les faits, au milieu des années 90 on constate un désintérêt de plus en plus marqué des principaux bailleurs de fonds qui pourtant avaient fait des TA un de leurs principaux chevaux de bataille des deux décennies précédentes.

Les financements en matière de recherche, de mise en réseau, de diffusion d'informations, d'expériences pilotes sont devenus de plus en plus rares, voire inexistantes. La plupart des organismes qui en dépendaient ont dû réorienter leurs actions. Certains se sont spécialisés dans des secteurs d'activités particuliers (habitat, énergies renouvelables, environnement...), d'autres se sont reconvertis en bureaux d'étude ou de gestion de projets. Plusieurs organisations ont disparu, faute de financements, ou bien ont décidé de supprimer la référence aux TA dans leurs domaines d'activités.

Les réseaux se sont, pour la plupart, dissous. Les rares qui subsistent ont des compétences très spécifiques, sur des sujets très précis (l'habitat par exemple avec Basin), ou d'autres assurent désormais le transfert d'informations générales entre quelques organisations du Nord, comme le réseau INTI.

Le concept de TA continue pourtant d'exercer, dans de nombreuses régions du monde, un attrait certain. Il correspond encore de manière très concrète à l'expression de besoins réels: adapter les petites entreprises aux marchés locaux, lutter contre les phénomènes de désertification ou d'érosion, permettre aux populations de se prendre en charge avec des moyens et des techniques qu'elles peuvent maîtriser, etc.

Il faut aussi souligner que l'usage de technologies appropriées apparaît aujourd'hui comme une condition nécessaire à la réussite de tout projet. C'est un critère d'appréciation de plusieurs agences de développement. Ce qui tend à disparaître ce sont surtout les organisations spécialisées dans ce domaine et tout ce qui en découle (R&D, soutien à des expériences pilotes, circulation de l'information, réseaux...). Si on peut juger que ce n'est pas suffisant, le concept est entré dans les mœurs. Il s'agit plus de se demander si la technologie que l'on va employer est bien appropriée que d'une "labellisation" de techniques particulières, comme ce fut le cas lors des trois décennies précédentes.

(2) Michèle Odey-Finzi et Thierry Beront-Inard "Des machines pour les autres, vingt ans de technologies appropriées : expériences, malentendus, rencontres" éd. FPH, collection "Dossier pour un débat", N° 57, dossier pour un débat.

(3) Exemples sont cités par Jean-Marc Vanypelseer dans l'article "Technologie appropriée, concept et transfert", dans "Nouvelles des sciences et de la technologie", vol. 12, N° 2 (1994), p. 51-64.

Les services de question - réponse (Q/R)

Une des fonctions premières des organisations spécialisées dans de TA qui se sont créées à partir du milieu des années 70 était de pouvoir offrir aux acteurs de développement des réponses concrètes aux problèmes techniques auxquels ils avaient à faire face. Tous ces centres disposaient d'un service de Question réponse (Q/R) et d'un centre de documentation.

Les services Q/R fournissaient des informations sur les processus de production ou de traitement, surtout des produits agroalimentaires, des producteurs d'équipements ou des distributeurs d'équipements. Les demandes étaient régulières. Selon les organismes, elles pouvaient être de plusieurs centaines par an. Les premiers services ont dû consentir un immense effort, à la fois pour rassembler l'information existante et rechercher les initiatives encore en cours d'expérimentation. Il y avait peu de références dans ce secteur, la demande était plus forte que l'offre. Il fallait aussi répertorier et classer l'information.



L'OFFRE ET LA DEMANDE

Avec le soutien actif de plusieurs bailleurs de fonds, des ouvrages ou des fiches techniques et des répertoires ont été réalisés dans les différents domaines d'intervention, ce qui permettait à ces centres de trouver des sources de revenus non négligeables et d'employer du personnel qualifié.

Pendant ce temps, des fabricants, parfois avec le concours d'instituts de recherche comme le CIRAD en France ou le Koninklijke Instituut van de Tropische (KIT) d'Amsterdam, collaboraient dans la mise au point des machines les plus couramment demandées ou pour en adapter d'autres aux situations spécifiques rencontrées localement (notamment, le manque d'électricité dans les villages). Une bonne collaboration entre

ces différents acteurs et les services des ONG qui relayaient les informations sur les recherches en équipement en cours s'est vite établie, tout le monde travaillait pour un objectif commun, même si une certaine concurrence subsistait. Les ONG de terrain et les agences de coopération gouvernementales représentaient une part non négligeable de la clientèle de ces technologies mais elles étaient également des sources importantes d'information.

Les services de Q/R avaient donc souvent une double fonction :

- répondre aux courriers ou aux visiteurs qui venaient soumettre leurs problèmes
- promouvoir les technologies et les équipements dont ils avaient pu vérifier la pertinence.



Au milieu des années 90, en même temps que les financeurs commençaient à réduire leur soutien au secteur des TA, la nature des demandes s'est elle aussi rapidement transformée. Là où la majorité des questions étaient d'ordre technique et assez précises, ces services ont été de plus en plus submergés de demandes de financement, de bourses ou de partenariat, auxquels ils ne pouvaient répondre. Cela correspondait, entre autre, à l'accroissement spectaculaire du nombre d'ONG du Sud, et à l'organisation accrue de la société civile de pays du Sud lancés dans des processus de démocratisation.

Les services de question-réponse (Q/R)

Les chiffres se sont progressivement inversés et les questions techniques, n'ont plus représenté qu'une part de plus en plus réduite de l'ensemble du courrier. La plupart des ONG de TA ont dû revoir leurs stratégies.

Pour la Belgique, un autre facteur a également joué : la diminution très sensible du nombre de coopérants, passés de plus de 2000 en 1990 à environ 700 en 2002. De surcroît, le rôle de ces coopérants s'est modifié sensiblement passant d'agent d'appui technique à modérateur, facilitateur, formateur, etc. Les moyens ONG du Nord autrefois consacrés au développement technologique ont été captés par des programmes de renforcement des capacités locales au sens large (gestion, organisation, négociation...). Elles aussi ont par conséquent de moins en moins de demandes sur des sujets techniques.



Il faut toutefois préciser que les services n'ont pratiquement jamais assuré la commercialisation des produits qu'ils promouvaient, leurs réponses étaient avant tout des informations. Le cheminement d'une demande pouvait dès lors être très long, d'autant que les services postaux n'étaient pas toujours fiables et que les questions demandaient souvent à être précisées. Il n'était pas rare qu'il faille plusieurs mois pour obtenir finalement une information efficace et s'apercevoir en définitive que les solutions proposées n'étaient pas vraiment praticables, pour une question de coûts ou en raison d'autres facteurs liés à l'environnement général, à la distribution (capacité du marché à absorber ce qui est produit), à la disponibilité en matière première, etc. A la longue, cela a pu justifier un certain découragement du public. Toutefois, vu les rotations de personnel dans les organisations du Sud et le nombre croissant de petites entreprises, liées au développement d'organismes d'appuis financiers, il est peu probable que ce soit la raison de la désaffection généralisée envers les questions techniques.

CE QUI RESTE

Aujourd'hui, il n'existe que deux types de services de Q/R qui fonctionnent encore régulièrement (bien qu'il n'y ait quasi plus de personnel permanent) :

- ceux qui émanent des organismes disposant de structures décentralisées
- ceux qui sont spécialisés dans un domaine d'activité précis (VSF et les services vétérinaires, Craterre et l'habitat...).

A titre d'exemple, pour les premiers, on retiendra ITDG, qui a

installé des antennes dans 7 pays (Bangladesh, Sri Lanka, Népal, Pérou, Kenya, Soudan, Zimbabwe), dont certaines se sont elles-mêmes partiellement spécialisées dans certains secteurs d'activités. De même, le CTA (Centre de Technique agricole et rurale), qui a renforcé des organismes et institutions du Sud afin de les doter d'un service de Q/R efficace dans plusieurs pays ACP (Tchad, Cameroun, Madagascar, Afrique du Sud, Ouganda, Ethiopie, Kenya, Maurice, Ghana, Trinidad et Tobago). La proximité géographique de ces systèmes leur permet de rester au fait des réalités locales et d'être en prise directe avec les besoins locaux.

Les ONG plus généralistes ont pour la plupart dû réorienter leurs activités en matière de Q/R. Au niveau du personnel, il y a de moins en moins de techniciens ou de personnes spécialisées dans le domaine. Certaines, comme le GRET ou ATOL ont carrément supprimé ce service, en aiguillant certaines questions pertinentes vers d'autres centres plus spécialisés, d'autres, comme le COTA l'ont intégré dans un service d'appui plus général (technique, méthodologique, institutionnel...). Dans ce cas, les demandes techniques sont toujours traitées en fonction des capacités internes à y répondre mais l'essentiel des activités est consacré aux besoins plus généraux d'autres ONG.

Il reste encore un secteur qui reçoit régulièrement des demandes précises en termes de matériel : celui des fabricants et des distributeurs. Il faut toutefois préciser que si les demandes sont fréquentes, c'est parce que des solutions opérationnelles sont offertes, très concrètes. Dans leurs cas, les résultats se mesurent en termes commerciaux, c'est-à-dire le taux de vente par rapport aux demandes. Or celui-ci reste en général très faible et lorsque ce taux atteint 5%, ce peut être considéré comme une réussite. Beaucoup se sont aussi découragés et ne traitent plus que ce qui leur apparaît provenir d'interlocuteurs sérieux, professionnels et solvables.



QUELQUES CHIFFRES ÉLOQUENTS

A titre d'exemple, voici les chiffres pour l'année 2001 des organismes qui disposaient encore d'un service Q/R et les grandes tendances vers lesquelles s'orientent ces structures en la matière :

Agromisa (Centre for Small-Scale Sustainable Agriculture - NL) : 565 courriers, parmi lesquelles 439, soit 77,7% n'entrent pas dans les domaines d'activités du centre et ne sont donc pas traitées, la plupart sont des demandes de financement.

Atol : a reçu 94 courriers dont 34 ont été déviés vers d'autres organismes. Les demandes non techniques ne sont pas comptabilisées. ATOL a tenté d'établir un service payant, sous forme d'abonnement avant d'arrêter progressivement le service. Il n'y a plus de technicien en charge du Q/R et ce service est appelé à disparaître en tant que tel.

COTA : sur les 500 demandes 11% étaient techniques, 65% étaient des demandes de financement ou de formations, 24 % étaient trop générales pour pouvoir y répondre ("nous voudrions des informations sur l'agriculture durable", ou alors "donnez- nous les renseignements pour fabriquer... et suivent une liste de 10 ou 15 sujets tous très différents). Comme signalé ci-dessus, si le service se maintient c'est au sein d'une activité plus étendue de services généraux. Le centre de documentation du COTA permet aussi aux visiteurs de rechercher directement les informations dont ils ont besoin.

GATE/GTZ (D) : a reçu 1061 demandes mais n'a plus de personnel spécialisé Il n'emploie par ailleurs, plus de francophone bien qu'un grand nombre de demandes soient rédigées dans cette langue. C'est l'ensemble du GATE qui est aujourd'hui mis en péril et pourrait être appelé à disparaître.

WOT (Working group on Développement technology, Université de Twente (NL), spécialisé en eau et énergie : 91 demandes dont 14 générales et 77 techniques (85%). Dans la mesure où il s'agit d'un organisme spécialisé, dépendant d'une université, les questions sont souvent précises.

DIO, l'équivalent néerlandais de Vétérinaires sans frontières a reçu 25 questions techniques. Ce sont des étudiants qui répondent bénévolement.

Le CTA a reçu environ 1000 demandes en 2001. Il dispose toujours d'un service mais une grande part repose sur les structures décentralisées. A titre d'exemple, son partenaire Sud africain, le PRAIS a traité 376 demandes entre septembre 98 et avril 99.

ITDG : continue de recevoir un nombre impressionnant de questions techniques : 963 pour 2001, mais l'essentiel provient des structures locales qui les traitent.

GRET : le service a été supprimé mais il ont encore de nombreuses activités de terrain à forte dimension ou composante technique : (développement agricole, formation professionnelle, appui au secteur privé, microfinance, assainissement des eaux, gestion des ressources naturelles, développement local,



développement urbain...). Ils sont aussi impliqués dans une politique de décentralisation et représentation locale dans 10 pays (Haïti, Brésil, Mauritanie, Sénégal, Cameroun, RDC, Madagascar, Myanmar, Cambodge, Vietnam).

Ces chiffres confirment les tendances récentes, seuls les organismes spécialisés et ceux qui ont un ancrage au Sud ont un service qui est sollicité de manière régulière. Pour la plupart, les réformes sont devenues nécessaires.

Les vestiges des réseaux de technologie appropriée

On reconnaît de plus en plus l'importance de la mise en réseau et le renforcement de la cohérence des interventions entre différents acteurs travaillant sur des problématiques analogues ou dans des mêmes régions. Le secteur des TA aura certainement été parmi les premiers à le comprendre et à le mettre en pratique. Très tôt, il est parvenu à faire converger des intérêts divers, parfois opposés, entre ONG, pouvoirs publics et secteur privé.

Un des premiers réseaux propres aux acteurs des TA a été **SATIS** (Socially Appropriate Technology Information Service), qui se voulait une structure internationale de services et d'appui à des organisations animées par le souci de promouvoir des technologies appropriées dans les pays du Sud. Si SATIS a disparu en tant qu'organisation, le système de gestion et de classification documentaire qu'il a élaboré, articulé autour de huit thèmes majeurs de la coopération au développement, continue de servir de base à une cinquantaine de centres de documentation basés sur tous les continents. Il aura certainement contribué à faciliter la gestion et les échanges d'information entre ces centres. Si ce système de classement reste globalement pertinent, l'introduction de nouveaux domaines d'intervention, la part prise par les aspects méthodologiques, institutionnels, organisationnels dans la coopération au développement, la spécialisation de certains centres ont conduit plusieurs d'entre eux à adapter le système de classement à ces nouvelles réalités.

Dans les années 90, plusieurs réseaux d'organisations ont vu le jour qui visaient un meilleur échange d'informations et d'expériences. Parmi les plus importants, citons **RAFTA** (Réseau Africain de TA), basé chez APICA au Cameroun, regroupant une quinzaine d'organisations d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale ; les réseaux **SIATA** et **RATIS**, soutenu par le Gate/GTZ dans le cadre du suivi de son projet ISAT (International Service for Appropriated Technology), le premier pour l'Afrique francophone, le second pour l'Afrique australe et de l'Est ; **TECHNAP TA**, collectif d'ONG, d'organisations françaises de recherche, etc.

Une des principales vertus de ces réseaux a été de susciter réellement l'échange d'expériences et d'informations entre les acteurs des TA, mais il convient de souligner que ce sont dans la plupart des cas, les mêmes organisations, ONG du Nord comme du Sud qui y participent, une sorte de "noyau dur" d'une quinzaine ou une vingtaine d'entre eux : ATOL, COTA, FAKT, GATE/GTZ, GRET, ITDG, TOOL au Nord, APICA, CEDITA,

ENDA, GRAT, GRATIS, RAFIA, INADES et quelques autres au Sud. Si les premières initiatives de mise en réseau regroupaient surtout des ONG, des centres de recherche, et quelques institutions publiques (AFD, CDE (ex CDI), CTA, ...), l'obligation de résultats tangibles a conduit à inviter progressivement les producteurs privés et les structures d'appui à la PME à participer aux "dialogues" et échanges d'expériences.

Les réseaux ont le plus souvent été mis sur pied par des organisations du Nord (surtout Gate/GTZ en Allemagne et GRET en France) qui tentaient de regrouper autour d'elles les acteurs du Sud. Outre l'intérêt intrinsèque que représentait le travail en réseau, ceci leur permettait de démontrer leur bonne implantation locale aux yeux de leurs propres bailleurs, ce qui justifiait l'octroi de moyens financiers. Ce clientélisme n'empêchait pas les organisations du Sud d'être membres de réseaux "concurrents". La recherche de moyens financiers et de reconnaissance les y incitait.

Petit à petit, ce sont les réseaux eux-mêmes qui ont eu tendance à se regrouper ou à se dissoudre, d'autant que leurs objectifs, leurs membres, autant que les techniques sur lesquelles ils travaillaient étaient très proches.

De manière générale, le travail d'animation des réseaux consistait en la publication de documents (fiches techniques, newsletters...) et l'organisation de séminaires où se débattaient les enjeux technologiques et le futur des organisations de TA. Ces publications et séminaires étaient naturellement coûteux (salaires de permanents, frais de voyages et per diem). Quand l'intérêt des bailleurs de fonds pour les TA a diminué, les sources financières ont commencé à se tarir et les dernières demandes d'appuis, fin des années 90 pour continuer des actions de ce type n'ont plus trouvé aucun soutien.

Pourtant, une nouvelle ère se préparait grâce au développement récent des nouvelles technologies de l'information et de la communication qui auraient pu rendre beaucoup plus

rapides et faciles les échanges de toutes natures à travers des sites interactifs par exemple, ou par la constitution de base de données. Les coûts propres à ces échanges et rencontres s'en seraient trouvés considérablement allégés. Le secteur des TA aurait pu y trouver un nouveau souffle. Dans les faits, c'est tout le contraire qui a eu lieu.

LE TPA (TRANSFORMATION DES PRODUITS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES)

Un des derniers exemples de fédération de l'ensemble des acteurs a été le réseau TPA. Celui-ci a été initié en 1988 par différentes intervenants du Nord et du Sud, avec le concours du ministère français de la Coopération. Ses activités ont cessé en 2001 faute de financements.

L'objectif était de "regrouper et mobiliser des compétences techniques sur le thème de la TPA". Les activités prioritaires étaient : informer et communiquer, promouvoir et coordonner (dont soutenir des projets pilotes), dynamiser, autour de quatre thèmes : les céréales, les fruits et légumes, les oléagineux, les racines et les tubercules.

Au fil des expériences, les missions principales se sont recentrées sur la nécessité de favoriser la circulation des informations, de mettre en relation les différents acteurs, de faciliter l'échange d'expériences et de savoir-faire.

En plus de trois ou quatre séminaires internationaux qu'il a organisés en France et en Afrique, ce réseau s'articulait surtout autour d'un secrétariat technique qui centralisait et rediffusait les informations récoltées.

Les principales activités de TPA ont consisté à collecter des informations techniques, à promouvoir certaines technologies, à permettre aux différents acteurs de comparer leurs expériences respectives grâce à l'organisation de rencontres et de séminaires thématiques et à la publication d'une revue paraissant 1 à 2 fois par an (18 numéros du "Bulletin du réseau" et 3 "Lettre des membres du réseau" en versions électronique et papier entre 89 et 2000). Le premier bulletin du réseau est parue en juillet 89.

Après avoir ouvert la porte à différentes propositions, comme le soutien financier à des projets pilotes, TPA a dû finalement concentrer ses activités autour de 3 pôles :

- **Un bulletin de liaison** : articulé autour de quatre rubriques principales (produire, vendre, investir, innover), un bulletin semestriel propose des informations techniques, économiques, et relatives à la gestion et à l'organisation de l'entreprise. Ces informations sont illustrées par des exemples concrets.
- **Des bases de données** : le secrétariat technique du réseau tient à jour : un fichier des membres et de leurs compétences ; un fichier des fabricants d'équipements et de matériels adaptés à la transformation des produits agroalimentaires tropicaux à petite et moyenne échelle, un grand nombre de liens avec d'autres institutions et organisations.
- **Un annuaire des membres du réseau** qui présente, classés par pays, les noms et adresses des 1700 membres. Sont

indiqués le secteur d'activité et le type d'organisme auquel chacun appartient. (Cet "Annuaire 1996 des membres du réseau TPA" peut être consulté au centre de documentation du COTA).

Au fil des ans, le réseau TPA a réussi à mobiliser un grand nombre d'institutions, d'experts, de fabricants et de distributeurs, d'ONG et d'autres associations actives dans les domaines de la transformation des produits agroalimentaires, au Nord comme au Sud. Si l'annuaire 96 recense 1700 membres, la 2^{ème} "Lettre des membres du réseau" d'août 99 est envoyée à plus de 2000 membres dans près de 80 pays.

Afin d'améliorer sa pertinence et de mieux répondre aux demandes de terrain, le TPA a contribué à promouvoir l'installation de réseaux nationaux. En 1999, quatre pays disposaient d'un relais : Bénin, Madagascar, Sénégal et Mali.

TPA a aussi créé un site Internet qui reprend l'ensemble des informations récoltées ainsi qu'une grande part de leurs publications. (www.gret.org/tpa)

Ce site permet de consulter plusieurs bulletins et lettres du réseau TPA, des sites Web axés sur l'agroalimentaire et sur les fournisseurs de matériel et d'équipements. Il établit des liens avec d'autres réseaux et centres de ressources du Nord et du Sud. Il contient également des références bibliographiques et la liste des membres du réseau.

Si la pertinence des contenus des diverses informations fournies par le TPA n'est plus à démontrer, il faut tout de même noter qu'être membre n'engageait à rien. N'importe qui pouvait s'inscrire, quel que soit son statut. Certains, autour du secrétariat, étaient réellement actifs dans la fourniture d'information et participaient effectivement aux séminaires, mais la grande majorité était simplement repris dans un listing d'adresses.

Cette intéressante initiative sera pourtant stoppée en 2000, le pouvoir subsidiaires, en l'occurrence le ministère français de la Coopération, ayant décidé de ne plus la soutenir. Seul, reste le site Internet qui peut toujours être consulté à l'adresse <http://www.gret.org/tpa/> et dont beaucoup d'informations restent pertinentes même si le site n'est plus actualisé.

BASIN (BUILDING ADVISORY SERVICE AND INFORMATION NETWORK)

Créé en 1988, le réseau Basin est composé de huit membres, tous actifs dans les domaines de l'habitat. Il s'agit de Craterre (Fr), Shelter Forum, ITDG (UK) SKAT (CH), Gate/GTZ (D), Ecosur/south (Nicaragua), Centro experimental de la vivienda economica (Argentine), Development alternatives (Inde) et Pagtambayayong (Philippines).

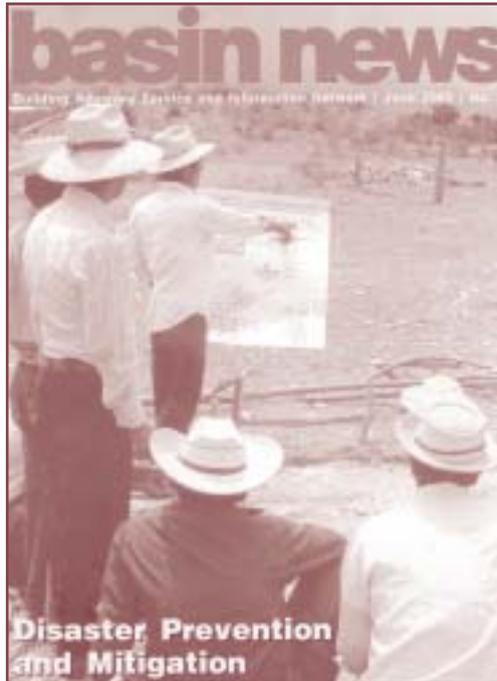
Basin publie une revue en anglais paraissant deux fois par an, "Basin news". Il gère une banque de données sur les documents, matériels et équipements, les ressources en savoir-faire et les questions - réponses. Un site Internet est hébergé par Gate/GTZ qui propose :

Les vestiges des réseaux de TA

- des références bibliographiques de publication des technologies appropriées en Allemagne, et HDRA - Henry Doubleday Research Association, spécialisée dans l'agriculture biologique du Royaume-Uni. Le point commun des membres est qu'ils disposent d'un service de questions-réponses. A travers une réunion annuelle et un bulletin (interne) INTI a surtout pour objectif de faire en sorte que ses membres puissent se tenir au courant mutuellement de leur évolution respective, notamment en matière de questions - réponses.
- des informations sur des projets des partenaires;
- des informations sur les activités du réseau et de ses partenaires.

INTI (INTERNATIONAL NETWORK OF TECHNICAL INFORMATION)

Fondé en septembre 98, INTI regroupe treize organismes de TA du Nord, incluant à la fois les organisations "classiques" (AGROMISA, ATOL, COTA, FAKT, FAO, GATE/GTZ, GRET, ITDG, SKAT,) et d'autres plus récentes dans le secteur, comme DIO (Vétérinaires sans frontières) et WOT (Université de Twente département énergie) des Pays-bas, TAT, centre pour le transfert



Une évaluation globale des différentes expériences menées aurait certainement pu servir de base pour une réflexion plus globale sur les avantages et les limites de la mise en réseau de manière générale, et sur les méthodologies à mettre en œuvre pour assurer que les objectifs d'un réseau coïncident avec ses contraintes de fonctionnement.

Les technologies appropriées en Belgique

Pendant les années 80, plusieurs entreprises et associations se sont consacrées à la recherche et au développement de technologies appropriées. Parfois les pouvoirs publics comme la Région wallonne s'y sont activement associés par des politiques, des programmes d'appui et des incitants divers aux entreprises spécialisées mais aussi par la publication d'ouvrages de référence.

FABRICANTS ET DISTRIBUTEURS

Appro-techno : fondée en 1979, cette société s'est spécialisée dans la fabrication de presses à briques pour la terre stabilisée. Ce type de presse, qui permet de produire des blocs de construction en terre comprimée et stabilisée (avec du ciment ou de la chaux principalement), sans cuisson, avait été mis au point fin des années 50 par un Chilien (M. Ramirez) en Colombie. Les premiers modèles étaient assez simples et à moule unique. Approtechno a perfectionné considérablement les premiers modèles (Cinvaram) en améliorant les performances d'un modèle classique de presse à briques cuites (la Madelon) utilisée en Europe au début du siècle. Au fil de son histoire Approtechno a poursuivi ses recherches et ses mises au point jusqu'à développer des unités industrielles complètes capables de produire plus de 12.000 blocs par jour, tout en poursuivant la production de ses modèles courants, manuels ou semi-automatiques. Il a aussi adapté les moules afin d'offrir une gamme étendue de produits finis (briques 1/2, 3/4, 1 ou 2 angles arrondis, gaines électriques, dallage, briques et tuiles à cuire, etc.).

La recherche et le développement de ces équipements s'est toujours réalisée en collaboration avec l'équipe de *Craterre*, centre de recherche sur l'architecture en terre, de l'école d'architecture de Grenoble. Avec des machines fournies dans plus de 100 pays, Approtechno est le "prototype" même de la petite entreprise belge de TA qui a réussi sur le marché mondial en offrant un matériel de qualité et réellement approprié dans un domaine, l'habitat, où les besoins restent considérables. L'entreprise a changé de propriétaire à la fin des années 90, lorsque son fondateur, Fernand Platbroodt a décidé de prendre sa retraite. Elle est cependant toujours en activité et commercialise également des unités de fabrication de tuiles en fibrociment.

Dans le domaine des presses à briques pour terre comprimée et stabilisée, la Belgique a d'ailleurs fait figure de pionnier en ne comptant pas moins de quatre fabricants à la fin des années 80 : *Unata*, pour les modèles Cinvaram à moule

unique, *Appro-techno* et *Ceratec*, pour des modèles améliorés (moules diversifiés, ergonomie, production plus élevée...), et *Citadob* pour des unités industrielles. Si on ajoute que trois des chevilles ouvrières et fondateurs de *Craterre* sont belges, on peut prétendre que c'est un secteur où la Belgique aura vraiment été en pointe et continue de le rester.

Unata : fondée au début des années 80 par une entreprise de forage de puits dont le responsable et des travailleurs s'étaient rendu compte des difficultés d'accès à l'eau en Afrique, la société coopérative Unata va développer rapidement une gamme de produits destinés aux populations rurales et donc pouvant fonctionner sans recours à l'électricité : pompes à eau, presses à brique de modèle cinvaram, équipements complets de production d'huiles (palme, palmiste, arachide, cacao, karité, ...), moulins à marteau, et surtout, grillageuses manuelles qui ont eu beaucoup de succès en Afrique. Plusieurs tentatives antérieures de mise au point de grillageuses manuelles fiables et bon marché avaient déjà été tentées sans succès (notamment au Burkina Faso, au Chili...). Le modèle développé par Unata se montrera efficace, ergonomique et d'une grande économie pour la fabrication de grillage local. En effet, le grillage de clôture répond à un double besoin : protéger les cultures des animaux nomades ou construire des enclos pour le bétail. L'importation de rouleaux de grillage coûte très cher en raison du transport, car ces rouleaux sont volumineux. Il y a une perte d'espace considérable. Si on dispose d'une grillageuse Unata, il suffit d'acheter le fil de fer, dont le rapport poids/volume est considérablement moindre et de le transformer en grillage sur le lieu d'installation. Des dizaines de grillageuses ont été vendues en Afrique de l'Ouest et des centaines de kilomètres de grillage ont été placés à moindre coût grâce à cette machine.

Unata a aussi été une des quelques entreprises à réaliser des transferts de technologie au Sud, notamment avec OPC-APICA au Cameroun, pour la fabrication locale de la presse à brique. Cela a inspiré plus d'une petite entreprise africaine, certaines ayant été jusqu'à copier sa nomenclature pour la

Les technologies appropriées en Belgique

désignation des articles qu'elles recopiaient.

Dès le début des années 90, présentant la stagnation, sinon la régression du marché, Unata a d'abord cherché à diversifier ses activités d'atelier mécano-soudure et ses sources de revenus sur le marché belge, dont celui des entreprises de la zone industrielle où ils sont implantés, avant de limiter sa production aux commandes fermes.

Récemment, le savoir-faire d'Unata a été repris par la société Transak (voir infra) sous forme d'un transfert de technologie Nord - Nord (plans, gabarits de soudage, organisation de la production, choix des matières premières et des pièces, ...).

Deklerk : créée en 1903, la société Deklerk est à l'origine spécialisée dans les pulvérisateurs manuels qu'elle commercialise en Belgique, avant l'essor de l'agro-industrie et de la pulvérisation industrielle. La colonisation belge ouvrira les marchés de pays d'Afrique centrale, essentiellement du Congo, du Rwanda et du Burundi. Cela permettra à Michel Deklerk, petit fils du fondateur, de se rendre compte des besoins d'équipements dans toute une série d'autres domaines du secteur agroalimentaire : l'égrenage, le concassage, le décortilage, la mouture des céréales, le traitement du café, la production d'huile, ... et qu'il s'emploiera à développer, proposant une gamme de plus en plus étendue de produits conçus ou adaptés à partir de modèles existants.

Il fut un des grands fournisseurs de la coopération officielle belge jusque dans les années 90. Cela ne l'a pourtant pas empêché de continuer ses recherches et de satisfaire sa clientèle. Ses dernières recherches ont abouti à la mise sur le marché de micro et mini-savonneries manuelles et motorisées, très prisées en Afrique. Outre les savonneries, l'atelier situé en plein cœur de Bruxelles produit toujours, sur commande, toute une série d'articles.

Ceratec : spécialisée dans la brique cuite, Ceratec a implanté de nombreuses usines dans le monde et notamment dans les PVD. Elle a mis au point des équipements de fabrication de presses à briques en terre stabilisée et comprimée. Ses modèles sont très proches de ceux développés par Appro-techno.

Parmi d'autres entreprises spécialisées dans le traitement des céréales, on relèvera la société **Albert** dont les moulins ont connu un grand succès en Afrique centrale, surtout au Congo. Vu le déclin généralisé de ces pays, Albert a recentré ses activités sur l'Europe et sur les pays émergents. Son matériel (moulins à farine, transformation du riz), d'une grande qualité, reste disponible sur commande même si l'Afrique ne fait plus partie des priorités de l'entreprise.

Avant la crise des années 90, plusieurs entreprises ont cherché à développer des équipements correspondant aux marchés potentiels du Sud, mais ont progressivement disparu. On peut



(Dessin : Rutten S.A.)

citer, à titre d'exemple pour ce qui concerne la partie francophone de Belgique Kilocal (énergie renouvelable), Otraci (séchage, fumage ou refroidissement de denrées alimentaires), les Ateliers Julien Heine (extraction d'huile de palme), Biomass (densification des déchets végétaux en vue de les transformer en bûchettes pour remplacer le bois de feu), Ciset (éoliennes), les Hydrosalm (pompes à eau), EME (petites industries : plaques indicatrices, carrelage-ciment, craies scolaires, usinage de la pierre), Pirogalu (pirogue en aluminium),...

De cette époque subsistent notamment Genetec (séchage, fumage et refroidissement de produits alimentaires), Rutten (hydraulique), Willot (microcentrale de chute).

Parmi les distributeurs, à l'image de la "Maison de la technologie appropriée", citée par ailleurs, quelques sociétés ont choisi d'offrir une série d'équipements que l'on peut trouver sur le marché national ou international.

Transak : fondée en 1946 comme centrale d'achat pour les entreprises congolaise, Transak a été reprise au début 90. Cette société commercialise les principaux produits de TA que l'on trouve sur les marchés belges et européens. Transak est plus particulièrement spécialisée, d'une part dans la transformation des produits agricoles et agroalimentaires (laiterie, transformation des fruits, et des oléagineux...) et d'autre part, dans les produits, le matériel et le conseil en matière d'élevage, d'agroélevage et de médecine vétérinaire. Depuis peu, Transak a repris la production des équipements fabriqués autrefois par Unata (voir supra): production d'huile, grillageuse et presse à brique. Cette acquisition a fait l'objet d'un transfert de savoir-faire entre les deux entreprises en 2002.

Bexen : créée en 1995, elle a d'abord repris la vitrine laissée libre par la faillite de la "Maison de la Technologie appropriée" avant de s'installer non loin de là, toujours dans le quartier africain de Bruxelles. Bexen distribue toute une série d'équipements pour les particuliers et les organisations soutenant des projets de développement. Elle commercialise du matériel approprié (comme celui de Deklerk) mais également une gamme de produits plus classiques mais tout aussi utiles : fours à pain, couveuses, sciage et menuiserie, groupes électrogènes et de soudage, ponts à peser, équipements de construction, blocs de terre stabilisée, tuiles, parpaings en béton etc., ainsi qu'une large gamme d'équipements adaptés à l'utilisation de l'énergie solaire photovoltaïque.

ONG

En dehors du COTA et d'ATOL, il y a peu d'ONG de développement spécialisées du point de vue technique. Dans la partie francophone du pays, on relève Codeart et, plus récemment ISF (Ingénieurs sans frontières). Le premier remet en état des machines outils, le second produit des manuels de fabrication d'outils ou d'équipements. Ensemble, ces ONG apportent leur appui concret aux demandes techniques de leurs partenaires du Nord et du Sud.

LES SOURCES D'INFORMATION

L'AWEX, Agence wallonne à l'exportation de la Région wallonne de Belgique dispose de compétences de plus en plus élargies en matière de relations et de commerce international. Elle a été en quelque sorte un précurseur en matière d'informations sur les technologies adaptées aux pays du Sud en publiant dès 1988 (en collaboration avec le COTA), un "Répertoire des technologies wallonnes pour le Sud" qui présente l'offre wallonne en la matière et entreprend de la valoriser. Il y eut d'abord trois éditions (1988, 1990 et 1992). Vu le succès rencontré, après une interruption de 7 ans, l'AWEX a décidé de l'actualiser en 2000. Ce répertoire, dont la version 2003 vient d'être publiée, ne s'adresse plus prioritairement aux partenaires africains, mais aux marchés des pays hors OCDE en général. Il tient compte de l'offre wallonne (entreprises, bureaux d'étude, centres de recherche, associations) en matière de transfert de savoir-faire, de technologies d'études et de recherche dans onze domaines d'activités : agro-industrie, énergie, industrie, hydraulique, environnement, construction, transport et emballage, textile, technologies de l'information et de la communication, services aux entreprises, santé. L'édition 2000, disponible en français, anglais et espagnol a été distribuée à 10.000 exemplaires.

En raison de l'élargissement du public cible et du contenu du répertoire, celui-ci s'appelle dorénavant "Technologies wallonnes pour un développement durable". (Il est disponible gratuitement au COTA).





Chronique de livres

Recherche sur le thème du trimestre

Tous les documents avec une mention COTA (cote de rangement ou disponibilité) sont consultables au centre de documentation du lundi au vendredi de 9h à 13h et de 14h à 17h (sauf le vendredi matin).

GENERALITES

SMALL IS BEAUTIFUL - UNE SOCIETE A LA MESURE DE L'HOMME
Schumacher E. F.
Contretemps/Le Seuil, Paris, 1978, 316 p.
Bib/Cote: Cota 102 /SCH/S

TECHNOLOGIE APPROPRIEE OU TECHNOLOGIE SOUS-DEVELOPPEE ?
Arghiri E.
PUF/IRM, Paris, 1981, 200 p.
Bib/Cote: Cota 102 /ARG/T

APPROPRIATE TECHNOLOGY : TOOLS, CHOICES AND IMPLICATIONS
Hazeltine B., Bull C.
Academic Press, San Diego, 1999, 364 p.
Bib/Cote: Cota 103/HAZ/a

TECHNOLOGY CHOICE - A CRITIQUE OF THE APPROPRIATE TECHNOLOGY MOVEMENT
Willoughby K. W.
IT Publications, Londres, 1990, 350 p.
Bib/Cote: Cota 102 /WIL/T

DES MACHINES POUR LES AUTRES : VINGT ANS DE TECHNOLOGIES APPROPRIEES : EXPERIENCES, MALENTENDUS, RENCONTRES
Odeye-Finzi M., Berot-Inard T.
FPH, Paris, 1996, n° 57 - juin 1996, 235 p.
Bib/Cote: Cota 103 /FPH/M

PAPER HEROES - UN REGARD SUR LA TECHNOLOGIE APPROPRIEE
Rybczynski W.
Editions Parenthèses, Paris, 1983, 158 p.
Bib/Cote: Cota 103 /PAR/R

MASTERING THE MACHINE - POVERTY, AID AND TECHNOLOGY
Smillie I.
IT Publications, Londres, 1991, 259 p.
Bib/Cote: Cota 102/SMI/M

MANUEL DE GESTION DES SERVICES QUESTIONS-R...PONSES
CTA, CTA, Wageningen, 2001, 130 p.
Bib/Cote: Cota 164/CTA/m

ENERGIE

ELECTRICITY IN HOUSEHOLDS AND MICRO-ENTERPRISES
Clancy, Joy, Redeby, Lucy
IT Publications, Londres, 2000, 104 p.
Coll. Energy and environment technology source books
Bib/Cote: Cota 282/CLA/e

MICRO-HYDRO DESIGN MANUAL - A GUIDE TO SMALL-SCALE WATER POWER SCHEMES
Harvey A.
IT Publications, Londres, 1993, 374 p.
Bib/Cote: Cota 254 /HAR/M

TRANSFORMATION AGRO-ALIMENTAIRE

SECHER DES PRODUITS ALIMENTAIRES - TECHNIQUES - PROCÉDES - EQUIPEMENTS
Rozis J.-F. (Sous la direction de)
GRET, Paris, 1995, 344 p.
Bib/Cote: Cota 524 /ROZ/S

LE SÉCHAGE SOLAIRE À PETITE ÉCHELLE DES FRUITS ET LÉGUMES : EXPÉRIENCES ET PROCÉDÉS
Dudez P., Thémelin A., Reynes M.
GRET, Paris, 1999, 159 p.
Bib/Cote: Cota 532/GRE/s

SMALL SCALE FOOD PROCESSING : A GUIDE TO APPROPRIATE EQUIPMENT
Fellows P., Hampton A., IT Publications, Londres, 1992, 158 p.
Bib/Cote: Cota 530 /IT/S

MATERIELS POUR L'AGRICULTURE - 1500 REFERENCES POUR L'EQUIPEMENT DES PETITES ET MOYENNES EXPLOITATIONS
GRET/ITDG, Paris, 1993, 299 p.
Bib/Cote: Cota 410 /GRE/M

CONSERVATION DES FRUITS A PETITE ECHELLE
BIT, Genève, 1990, n° 14, 226 p.
Bib/Cote: Cota 532.1 /BIT/C

CONSTRUCTION

BLOCS DE TERRE COMPRIMEE - EQUIPEMENTS DE PRODUCTION
Houben H., Rigassl V., Garnier P.
CDI, Bruxelles, 1994, n°5, 149 p.
Bib/Cote: Cota 721 /HOU/B

SITES INTERNET

GRET (groupe de recherches et d'échanges technologiques)
<http://www.gret.org>

Créé il y a 25 ans le Gret mets l'accent sur la capitalisation d'expériences et la communication pour le développement, en particulier autour de publications. Il développe des projets de terrain depuis une dizaine d'années, qui sont systématiquement menés en partenariat avec des organisations locales ou débouchent sur la création de telles organisations. Ces projets représentent aujourd'hui les deux tiers de leurs activités. A travers l'animation de réseaux, l'appui aux maîtrises d'ouvrage de développement et de coopération, il contribue aussi à l'élaboration des politiques publiques, au Nord comme au Sud.

ATOL (Centre d'études et de documentation sur la technologie appropriée et la gestion de projets dans les pays en voie de développement)
<http://www.atol.be>

ATOL est spécialisé en prestations de services. Avec son site, l'organisation offre aussi l'accès à quelques bases de données, dont une sur des évaluations dans le secteur des ONG.

AGROMISA
<http://www.agromisa.org>

La fondation Agromisa fournit - à la demande - à des individus et des organisations, de l'information sur l'agriculture durable de petite échelle et à ce qui s'en rapproche. Agromisa propose différents services tels que: un Q/R, la vente de publications ainsi qu'une newsletter.

GATE (German Appropriate Technologies Exchange)

<http://www.gtz.de/gate/>

L'objectif du GATE est d'améliorer les compétences technologiques des ONG et autres groupes impliqués dans la réduction de la pauvreté basé sur le développement local autonome et de développer des systèmes de gestion d'information et de savoirs. Il aide le transfert et l'échange de technologies à travers un réseau de partenaires locaux et un service question-réponse ainsi que la dissémination de technologies innovantes et la professionnalisation de services d'information. Une série de publications est disponible sur le site (en Anglais).

ITDG

<http://www.itdg.org>

ITDG cherche à démontrer et à préconiser l'utilisation de la technologie pour réduire la pauvreté dans les pays en développement.

SKAT

<http://www.skat-foundation.org>

La fondation SKAT cherche à créer des environnements et des opportunités conducteurs de savoirs et d'expériences dans le domaine de la coopération au développement. Elle propose des services professionnels et innovants dans le secteur du partage de savoir et de la gestion de connaissances. Le SKAT offre de l'information dans les domaines de la gestion de savoirs, de l'approvisionnement en eau, de l'écologie, de l'architecture, du transport et de la gestion de l'environnement.

FAKT

<http://www.fakt-consult.de>

FAKT est une société de consultance à but non lucratif qui veut faciliter la planification, l'implémentation et la surveillance des stratégies et programmes de développement durable de leurs partenaires. Grâce à une équipe multidisciplinaire travaillant en proche collaboration avec des consultants du Sud, elle a développé un réseau d'expertise.

FAKT est spécialisé dans les domaines suivants : agriculture et développement rural, gestion de la technologie, promotion de l'emploi, gestion et méthodologies.

Forum européen sur la coopération au développement durable

<http://forum.inter-reseaux.net/>

A l'occasion de la première rencontre européenne sur la coopération au développement rural, ce site vous permet d'apporter votre contribution aux débats, de faire connaître votre expérience. En Afrique, plusieurs dizaines de personnes ont déjà apporté leurs témoignages sous forme de fiches d'expériences. Faites entendre votre point de vue !

Interdev

<http://www.interdev-net.org/>

Le réseau Interdev repose sur la constitution de groupes de travail thématiques. Sur ces différents champs thématiques relevant du développement durable (transformation agroalimentaire à petite échelle, gestion des ressources naturelles, électrification décentralisée, etc.), un ensemble d'organisations, du Nord et du Sud, produit et met en circulation ses savoirs et expériences. L'objectif est qu'autour de chaque réseau thématique se développe une logique de groupe de travail au service du renforcement de la compétence et de la capacité d'action de chacun. La fonction d'animation est ainsi essentielle pour dynamiser les échanges au sein de chaque réseau thématique.

Alvan Blanch

<http://www.alvanblanch.co.uk/>

Alvan Blanch est une société anglaise spécialisée dans le design, la production et la distribution de systèmes intégrés pour l'agriculture à travers le monde. Elle propose par exemple des sécheuses à grains, des

presses à huile, du matériel d'emballage, des composteurs.

Altech International

<http://www.altech-international.fr>

Matériaux de construction à base de terre crue - presses et briqueteries. La TERRE crue, matière noble, économique et disponible partout, offre de nombreux avantages pour la construction. Comprimée à froid, elle donne des éléments porteurs très résistants à la compression. Utilisée dans la production d'enduits naturels de finition et de décoration, elle a des qualités exceptionnelles de régulateur thermique et de régulateur de l'humidité.

Tech Dev : Technologies pour le développement

<http://perso.club-internet.fr/techdev/>

Tech-Dev intervient en appui technique aux petites entreprises du continent africain conjointement avec ses partenaires (ONG de développement, bureaux d'études, organisations professionnelles...) dans les pays d'intervention et pour des projets respectant les principes d'un développement durable.

CIRED

<http://www.centre-cired.fr>

Le CIRED a été fondé pour étudier les tensions entre environnement, gestion à long terme des ressources naturelles et du développement économique. Il s'est attaché à l'élaboration de la problématique de l'éco-développement qui vise à résorber et prévenir ces tensions par un jeu sur trois groupes de variables : les styles de consommation, les choix technologiques et l'aménagement de l'espace. Aujourd'hui les thèmes traités couvrent de nombreux domaines de l'économie et de la gestion de l'environnement.

Nouvelles acquisitions

Vous pouvez retrouver la liste complète des nouvelles acquisitions du centre de documentation sur notre site (<http://www.cota.be>) ou encore la recevoir par courrier électronique (sur demande: bibliotheque@cota.be) Les ouvrages repris ci-dessous sont disponibles en consultation au centre de documentation. Si vous désirez acquérir un de ceux-ci, veuillez contacter le diffuseur indiqué.

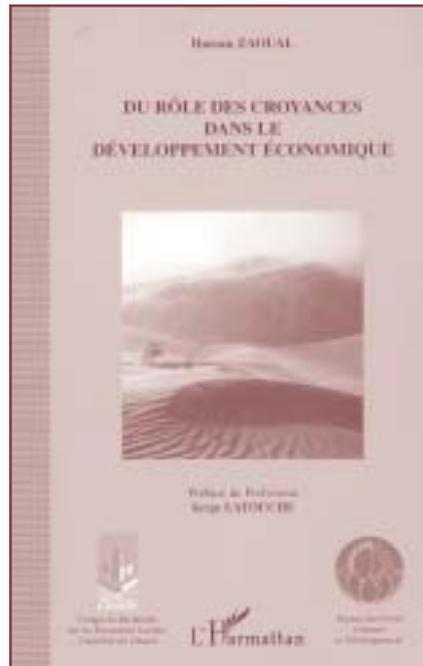
VOYAGER AUTREMENT : VERS UN TOURISME RESPONSABLE ET SOLIDAIRE
Martin, Boris
Charles Léopold Mayer, Paris, 2002, 161 p.
Coll. : Dossiers pour un débat
Réf. COTA : 137/CHA/v

Le tourisme, comme chacun le sait, est une activité économique particulièrement rentable pour les multinationales de ce secteur porteur, bien plus que pour leurs correspondants locaux. Mais le tourisme conventionnel engendre de multiples méfaits pour les hôtes : exploitation et précarisation des acteurs locaux, création de réflexes de mendicité, déplacements forcés ou détournés de populations pour permettre de nouvelles structures d'accueil, dégradation de l'identité culturelle, mise en péril des sites naturels... Il est donc urgent de mettre en place une éthique du tourisme. Rassemblant de nombreuses contributions de chercheurs, de journalistes, d'acteurs et de militants. Ce nouveau dossier de la Fondation Charles Léopold Mayer recense les errements du tourisme de masse, présente les nouvelles manières de voyager (tourisme équitable, écotourisme, ...) et soumet ces propositions à la critique.

*Diffusion : Charles Léopold Mayer - Rue Saint-Sabin
75011 Paris - France
Tél. 33(0)1 48 06 48 86
Fax. 33(0)1 48 06 94 86*

DU ROLE DES CROYANCES DANS LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
Zaoual, Hassan
L'Harmattan, Paris, 2002, 626 p.
Réf. COTA : 114/ZAO/d

Cet ouvrage démontre l'importance cruciale du rôle des croyances et des cultures locales dans le développement économique.



Le modèle de développement imposé aux pays du Sud par les pays du Nord a conduit à des transferts mécaniques des systèmes et des projets économiques occidentaux, sans prise en compte des particularités, des contextes d'action des sociétés de l'hémisphère Sud, ce qui freine considérablement les efforts de coopération au développement. Ce mécanisme détruit leurs pyramides de croyances et de savoir-faire locaux, laissant derrière eux un vide économique et social d'où résultent pauvreté, exclusion, inertie au changement, non-performance économique, etc. Face à ces anomalies, l'auteur met en évidence une approche intégrant les croyances partagées, les conventions et les modes d'organisation des acteurs locaux.

*Diffusion : L'Harmattan
5-7 rue de l'Ecole Polytechnique - 75005 Paris - France.
Site : <http://www.editions-harmattan.fr>*

L'INVESTISSEMENT INTERNATIONAL ET LE DROIT AU DEVELOPPEMENT
Charvin, Robert
L'Harmattan, Paris, 2002, 203 p.
Réf. COTA : 114/CHA/i

L'investissement international est communément présenté comme la clé du développement. De nombreux états du Sud, pour être attractifs, mettent

en œuvre un droit particulièrement protecteur des intérêts des investisseurs.

Or, la logique de rentabilité optimale et la concentration de la grande majorité des investissements dans les économies de la Triade (Etats-Unis, Europe, Japon) ne peuvent fonder pour les économies du Sud un développement durable.

Le droit d'investissement international élaboré par les seuls états investisseurs et le droit au développement ne sont pas compatibles.

La primauté du droit au développement, droit fondamental des Hommes et des Peuples, ne peut être un outil d'une autre mondialisation où l'investissement international ne peut jouer qu'un rôle subsidiaire.

*Diffusion : L'Harmattan
5-7 rue de l'Ecole Polytechnique
75005 Paris - France.*

Site : <http://www.editions-harmattan.fr>



GESTION DU DEVELOPPEMENT URBAIN ET STRATEGIES RESIDENTIELLES DES HABITANTS
Dansereau, Francine, Navez-Bouchanine, Françoise
L'Harmattan, Paris, 2002, 356 p.
Réf. COTA : 141/DAN/g

La notion de stratégie résidentielle a fait son apparition à la fin des années 1970, dans les travaux sur les quartiers populaires des villes du tiers-monde.

Cette découverte des stratégies et de leurs effets a suscité de nouvelles visions en matière de projets de mise à niveau, d'aménagement ou de développement urbain.

Cet ouvrage collectif, fruit d'un colloque tenu à Montréal en 1997 à l'issue d'un programme de recherche sur les stratégies résidentielles conduit par les deux auteurs, s'interroge sur les nombreux aspects de cette notion : qu'en est-il vingt ans plus tard, qu'avons-nous réellement retenu de ces diverses stratégies que déploient les couches défavorisées des villes du tiers-monde ? Quel impact réel ont-elles sur la production et la gestion urbaine et sur les conditions de vie des habitants qui les initient ? Certaines stratégies de résistance, de contournement ou d'appropriation ont-elles au contraire des effets significatifs ? En quoi ont-elles alors été prises en compte dans la fabrication et la gestion des tissus urbains ? Ces demandes sociales qu'expriment ces stratégies ont-elles pu influencer sur l'orientation de l'aide internationale.

Diffusion : l'Harmattan

5-7 rue de l'Ecole Polytechnique
75005 Paris - France.

Site :

<http://www.editions-harmattan.fr>

ECONOMIE MONDIALISEE ET IDENTITES DE GENRE

IUED, Genève, Suisse, 2002, 228 p.

Réf. COTA : 118/IUE/e

Cet ouvrage prolonge le colloque international "Economie mondialisée et identités de genre" qui s'est tenu en janvier 2002, à l'Institut universitaire d'études du développement (IUED) de Genève.

Comment le processus de la mondialisation économique peut-il être influencé de façon à mener vers un développement durable ? Quelles sont les dimensions du genre dans ces processus de mondialisation ? La mondialisation de l'économie a-t-elle induit la marginalisation des femmes et d'autres minorités et groupes sociaux sous-privilegiés ? Comment l'économie mondialisée affecte-t-elle la vie et le travail des femmes et des hommes au niveau local, et qu'est-ce que ces processus signifient pour eux/elles en termes de justice et sécurité sociales et de bien-être ?

A travers les réponses à ces questions, l'ouvrage démystifie les trois mythes

concernant l'économie mondialisée, la création d'emplois pour les femmes et la croissance économique de tous les Etats dans le système mondial.

Diffusion : IUED

24, rue Rotschild - case postale 136

Ch - 1211 Genève 21 - Suisse

Tél. +4122 906 59 40

Fax. +4122 906 59 47

E-mail : iued@unige.ch

Site : <http://www.iued.unige.ch>



L'AFRIQUE A L'EPREUVE DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Chouaibou Mfenjou, Modeste

L'Harmattan, Paris, 2002, 297 p.

Coll. Administration et aménagement du territoire

Réf. COTA : 110/CHO/a

Le développement durable devient une réalité perceptible à toutes les échelles de la société car le progrès technique est appréhendé d'une façon nouvelle, celle de la satisfaction des besoins présents en se souciant des intérêts des générations futures. Cette vision nécessite néanmoins le déploiement d'une dynamique collective et une gestion participative dans le cadre des actions concertées ; sinon les efforts des uns seront annulés par le refus des autres. A l'épreuve du développement durable, l'Afrique est fragilisée par des facteurs de régression (pauvreté, conflits, famine, désertification, ...) réduisant ainsi l'effet des stratégies de gestion efficace des ressources naturelles et de promotion des ressources humaines. Par ailleurs, qu'il

s'agisse de la représentation spatiale, de la gestion foncière, de l'agriculture, de l'aménagement, de la justice, de l'éducation, notre continent concilie difficilement la tradition et la modernité. En revanche, si l'inventivité des populations et le système d'innovations internes entretiennent les fondations de la renaissance africaine, l'Occident ne saisit pas encore que dans un monde aux frontières en déliquescence, la solidarité reste la meilleure solution.

Diffusion : l'Harmattan

5-7 rue de l'Ecole Polytechnique
75005 Paris - France.

Site :

<http://www.editions-harmattan.fr>

CONNAISSANCES ET ATTITUDES FACE AU VIH/SIDA

Loezien (de), Myriam

L'Harmattan, Paris, 2002, 281 p.

Coll. Populations

Réf. COTA : 823.9/LOE/c

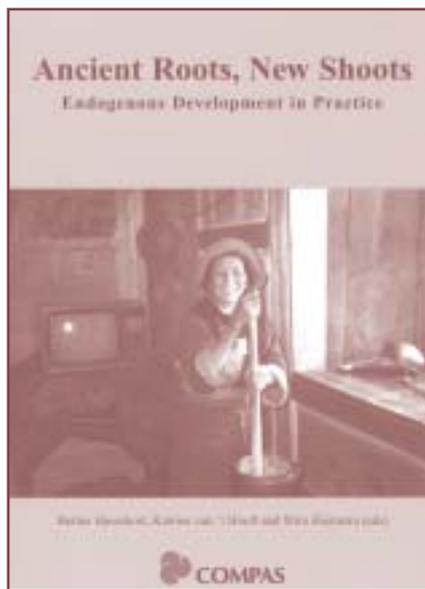
Cet ouvrage cherche à répondre à deux questions : comment les personnes vivant en milieu rural en Afrique subsaharienne perçoivent-elles l'épidémie VIH ? Quels sont les déterminants de leurs connaissances et attitudes ? Pour y répondre, l'auteur a mené une étude approfondie dans neuf villages et colonies au Sénégal, au Cameroun et au Burundi, diversement infectés par l'épidémie. Les résultats de l'étude mettent en évidence l'importance des différences de niveau de séroprévalence du VIH et des relations de genre. A partir de questionnaires et d'entretiens qu'elle a réalisés, l'auteur analyse l'influence de la circulation des informations et de la confrontation à l'épidémie. L'ouvrage traite ainsi successivement de la santé, et du VIH/SIDA en particulier, en Afrique subsaharienne ; de l'importance des connaissances et des attitudes relatives à la maladie ; de la transmission, la prévention et l'absence de remède ; des risques individuels et collectifs ; des différents modèles d'information et de confrontation.

Cette recherche fut réalisée dans le cadre du Centre d'Etude et de recherche sur les Populations Africaines et Asiatiques de l'Université Paris V.

Diffusion : l'Harmattan

5-7 rue de l'Ecole Polytechnique -
75005 Paris - France.

Site : <http://www.editions-harmattan.fr>



**ANCIENT ROOTS, NEW SHOOTS :
ENDOGENOUS DEVELOPMENT IN
PRACTICE**

Haverkort, Bertus, Hooft (van't),
Katrien, Hiemstra, Wim
Zed Books, London, 2003, 264 p.
Réf. COTA : 113/HAV/a

Le problème global de la pauvreté, de l'environnement et du multiculturalisme appelle à de nouvelles solutions. Les expériences montrent que l'identité culturelle et les initiatives locales peuvent fournir d'importantes clés pour le développement local. Cet ouvrage décrit les procédés par lesquels la diversité des connaissances et des cultures a émergée. Il présente diverses expériences de terrain de développement endogène en Afrique subsaharienne, en Asie, en Amérique du Sud et en Europe.

Par la construction sur des besoins et des ressources locales, de nouvelles technologies ont été développées pour comprendre et expérimenter les pratiques indigènes et pour trouver une synergie avec les systèmes de connaissance modernes. Ces activités incluent l'identification de nouveaux créneaux de développement, en gardant les bénéfices à l'intérieur des territoires locaux et en privilégiant un usage sélectif des ressources externes. Entre théorie et pratique, cet ouvrage peut être utile aux praticiens du développement, spécialement dans le cadre du développement rural, de l'agriculture, de la gestion des ressources naturelles et de la santé.

Diffusion: Zed Books
7 Cynthia Street, London N1 9JF -
United Kingdom

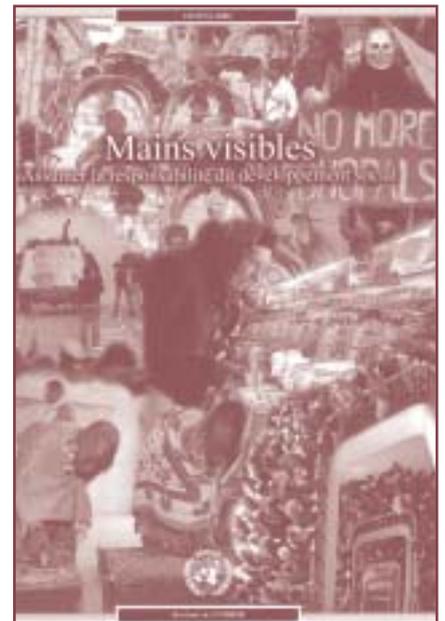
**DÉVELOPPEMENT LOCAL ET
COMMUNAUTÉS RURALES :
APPROCHES ET INSTRUMENTS POUR
UNE DYNAMIQUE DE CONCERTATION**
Lazarev, Grigori, Arab, Mouloud
Karthala, Paris, 2002, 366 p.
Réf. COTA : 113/LAZ/d

Les nombreuses crises et conflits de ce début de siècle nous rappellent que la mondialisation ne peut se faire sans une préoccupation d'équité. Le développement des pays pauvres apparaît de nouveau comme un impératif incontournable auquel il faut apporter de nouvelles solutions. Jusqu'ici, le concept de développement durable a été mis en avant comme la seule stratégie pour lutter contre la pauvreté, la malnutrition, la dégradation de la biosphère. Mais cette nouvelle dynamique ne peut fonctionner que par la prise de conscience et la participation active des populations pauvres du globe. Il est toute fois difficile d'engager un tel processus dans des milieux démunis, peu éduqués et dont la seule préoccupation est leur survie. Dès lors, comment susciter la participation et comment en faire le moteur d'une gestion efficace ? Les praticiens du développement se sont attachés à apporter des réponses à ces interrogations en retournant à la base, en cherchant dans le développement local et dans la praxis démocratique de la gestion les moyens d'une responsabilisation effective des populations. Fruit d'une recherche étalée sur plusieurs années dans divers pays, cet ouvrage apporte une contribution à ce questionnement. Il expose pour le public le plus large des réflexions générales pour comprendre la problématique du développement local. Mais il s'attache aussi à être un instrument de travail et un guide méthodologique pour les décideurs, les praticiens, les enseignants.

Diffusion : Karthala
22-24 Boulevard Arago - 75013 Paris
Site : <http://www.karthala.com>

**MAINS VISIBLES: ASSUMER LA
RESPONSABILITÉ DU
DÉVELOPPEMENT SOCIAL**
UNRISD, Genève (Suisse), 2001, 195 p.
Réf. COTA : 110/UNR/m

Une confiance excessive dans la "main invisible" de marchés déréglementés s'est conjuguée à une grande méconnaissance de la relation



nécessaire entre politique publique et développement. Pour être performants, les marchés ont besoin de l'apport d'un secteur public bien géré. Ils ont besoin d'une population saine, instruite et bien informée ainsi que d'une stabilité sociale provenant du contrôle démocratique et d'un système public de sécurité sociale acceptable.

Ce rapport de l'UNRISD pour Geneva 2000 analyse les efforts faits récemment pour revaloriser l'équité et la cohésion sociale dans un monde de plus en plus individualiste. Les marchés sont incapables d'imaginer ou de construire une société par eux-mêmes où toutes et tous puissent vivre décemment. Seules les "mains visibles" des gouvernements et des personnes soucieuses du bien public en sont capables.

Diffusion : UNRISD
Palais des Nations
1211 Genève 10 - Suisse
Tél. (4122) 917 30 20
Fax. (4122) 917 06 50
E-mail : info@unrisd.org
Site: <http://www.unrisd.org>

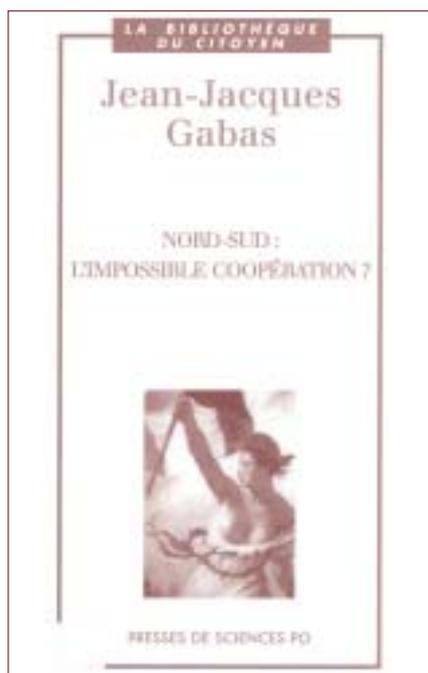
**LA PAUVRETÉ, UNE FATALITÉ ?
PROMOUVOIR L'AUTONOMIE ET LA
SÉCURITÉ HUMAINE DES GROUPES
DÉFAVORISÉS : BÉNIN, BURKINA
FASO, MALI, NIGER**
UNESCO, Karthala, Paris, 2002, 283 p.
Coll.: Tropiques
Réf. COTA : 110/UNE/p

Vaincre la pauvreté est devenu une priorité de la communauté internationale. Ces dernières années, à

travers notamment les Sommets de Copenhague sur le développement social (1995) et de Johannesburg sur le développement durable (2002), la prise de conscience n'a fait que s'accroître. Elle s'est-elle traduite par des actions à long terme qui permettent d'envisager une véritable réduction de la pauvreté dans les dix, quinze ou vingt années à venir ? Les engagements pris ont-ils donné lieu à des politiques efficaces au niveau national ? Qu'en est-il des possibilités réelles d'associer les populations concernées à leur conception et leur mise en œuvre ? L'ouvrage tente de répondre à ces interrogations par une analyse critique des cadres d'action de la lutte contre la pauvreté. Les auteurs accordent une importance particulière à la définition du rôle de l'ensemble des acteurs aujourd'hui concernés, à commencer par les populations les plus défavorisées elles-mêmes. Ils s'emploient à tracer des pistes novatrices et prospectives pour aller au-delà des constats.

Ce document s'appuie sur différentes études élaborées dans quatre pays de l'Afrique subsaharienne : le Bénin, le Burkina Faso, le Mali et le Niger.

Diffusion : Karthala
22-24 Boulevard Arago - 75013 Paris
Site : <http://www.karthala.com>



NORD-SUD: L'IMPOSSIBLE COOPÉRATION?

Gabas, Jean-Jacques
Presses de Sciences PO, Paris, 2002, 115 p.
Réf. COTA : 111/GAB/n

Au cours de la seconde moitié du XXe siècle, la coopération internationale Nord-Sud a fait naître beaucoup d'espoirs mais aussi beaucoup de déceptions.

Le dialogue entre Etats et sociétés civiles est resté asymétrique et très imprégné de considérations géopolitiques. Ce livre retrace la genèse des pratiques de coopération pour s'interroger : n'y a-t-il pas eu glissement vers des pratiques d'aide ? Celles-ci ne mènent-elles pas vers une impasse ? Ne faut-il pas aborder le développement autrement que par des représentations a priori ?

Le dialogue Nord-Sud, en quête de sens, pourrait-il se (re)construire autour de biens publics mondiaux ? Mais cela suppose d'autres relations multilatérales et la prise en compte du jeu des acteurs non étatiques...

Diffusion : Presses de sciences Po -
44 Rue du Four - 75006 Paris
<http://www.sciences-po/edition/>

LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION AU SERVICE DU RENFORCEMENT DES POUVOIRS DES FEMMES

Hafkin, Nancy, Haggart, Nancy
IN : Dimitra Bulletin - Femmes Rurales et Développement, n°7,
septembre 2002, p. 8-9
Réf. COTA : S 118 d

A travers leur étude "Equité entre sexe, technologie de l'information et pays en développement", les auteurs examinent, après avoir passé en revue les obstacles freinant l'entrée des femmes dans le monde de l'information, la façon dont l'utilisation des technologies de l'information peut accélérer le développement et conduire à l'égalité des sexes. L'article présente quelques extraits de cette étude montrant que les technologies de l'information et de la communication sont susceptibles de transformer la vie sociale, économique et politique dans le monde, si "la fracture numérique" entre ceux qui ont accès aux ressources de l'information et ceux qui en sont écartés est réduite.



COMMENT RÉDUIRE PAUVRETÉ ET INÉGALITÉS : POUR UNE MÉTHODOLOGIE DES POLITIQUES PUBLIQUES

Lévy (Dir.), Marc
Karthala, Paris ; IRD, Paris, 2002,
248 p.

Coll. : Economie et développement
Réf. COTA : 110/LEV/c

Cet ouvrage s'interroge sur les différentes politiques de lutte contre la pauvreté et les inégalités. Les auteurs proposent un cadre pour définir les politiques publiques en l'explicitant pour certains secteurs : santé, éducation, foncier rural, micro finance, filières agricoles, hydraulique urbaine et micro-entreprises. Ces propositions résultent de la confrontation entre les résultats de la recherche en sciences sociales et les expériences de développement. Elles prennent en compte les éléments tels que la relation entre pauvreté et inégalité, l'importance du jeu des acteurs, le rôle de l'économie globale et des normes internationales. Mêlant analyses et propositions opérationnelles, cet ouvrage s'adresse aussi bien aux praticiens du développement qu'aux chercheurs et aux décideurs politiques.

Diffusion : Karthala - 22-24
Boulevard Arago - 75013 Paris
Site : <http://www.karthala.com>



Formations

Evénements

Formations, Stages

October 2003

Fourth international training course "Alternative approaches to fisheries management ; the relevance of co-management"

This 7 weeks course is aimed at staff members of Fisheries Departments, and of development, educational and research institutes that are working in the field of fisheries management and the development of fishing communities. Both the social and the fisheries science aspects of fisheries management will be dealt with in this training course. The course will give the participants the chance to reflect on current and traditional fisheries management approaches, and to learn about new approaches to fisheries management currently tested or practised in various countries of the world. Special attention is given to co-management, and to a set of tools suitable for participatory fisheries management.

Information:

IAC - International Agricultural Centre

P.O. BOX 88

NL-6700 AB WAGENINGEN

The Netherlands

Modules de formations programmés par l'Institut de formation et d'Appui aux Initiatives de Développement (IFAID):

7 Avril (1 jour)

Santé des femmes, organisée par IFAID Aquitaine à Bordeaux

Déterminer les spécificités de ce groupe et leurs incidences sur les conditions de vie et de santé

Connaître les principales politiques, les programmes et interventions pour cette population cible

9 avril (1 jour)

Introduction à l'économie de santé, organisée par IFAID Aquitaine à Bordeaux
Définir l'économie et ses liens avec la santé
Comment mesurer un programme
Evaluation économique

14/15 et 16 avril 03 (3 jours)

Formation en entreprises, organisée par IFAID Aquitaine à Bordeaux.
Acquérir une méthodologie d'intervention en entreprise, permettant d'accompagner celle-ci dans sa gestion, déterminer des besoins de formation, définir des objectifs de formation, élaborer un plan de formation.

Du 14 au 18 avril (5 jours)

Pathologies dominantes et leurs conséquences en Europe et dans les PED, organisée par IFAID Aquitaine, à Bordeaux

Identification : type de pathologies et complexes pathogènes, Etudier et analyser (atouts, limites, contraintes) les principaux programmes existants, Connaître les perspectives en matière de politique et d'intervention

28/29 avril 03 (2 jours)

méthode d'analyse de filières de ressources rurales, organisée par IFAID Aquitaine, à Bordeaux
maîtriser les bases de la problématique et un outil concret d'analyse d'une filière rurale

28/29 avril OU 12/13 mai OU 14/15 Mai (2 jours)

renforcement et transfert des capacités, organisée par IFAID Aquitaine à Bordeaux

Favoriser la création d'une dynamique institutionnelle, la constitution d'un réseau de compétences et la formation action (cultiver l'apprentissage permanent)...

Etre en mesure d'identifier les besoins et les attentes des apprenants.

Elaborer un cahier des charges et les outils d'une session de formation. Savoir animer et évaluer une session de formation.

5/6 mai 03 (2 jours)

recherches de financement, organisée par IFAID Aquitaine à Bordeaux
Connaître les financeurs (typologie et aides proposées). Maîtriser le cofinancement, la recherche de partenariat et la mobilisation des aides, Monter un dossier de financement.

13/14 mai 03 (2 jours)

transfert de technologie, organisée par IFAID Aquitaine à Bordeaux
Définition, Concept : qu'est ce qu'un transfert de technologie ? Développement et transfert de technologie Les différentes étapes / méthodes de transfert de technologie Bilan d'expérience

14/15 mai 03 (2 jours)

quelques clés pratiques de développement locale durable, organisée par IFAID Aquitaine à Bordeaux
les notions de développement, d'économie et d'écologie sur les questions agricoles les débats actuels sur l'évolution de l'agriculture par rapport aux notions de politiques, de risques, de science

21 mai (1 jour)

santé des adolescents, organisée par IFAID Aquitaine à Bordeaux
Déterminer les spécificités de ce groupe et leurs incidences sur les conditions de vie et de santé

Connaître les principales politiques, les programmes et interventions pour cette population cible

20/21/22 et 23 mai (3,5 jours et suivi en ligne)

approche " genre ", organisée par IFAID Aquitaine à Bordeaux
comprendre le concept de genre, intégrer la dimension genre, de l'étude du contexte à la planification, suivre et évaluer sous l'aspect genre

21/22 mai (2 jours)

développement local et coopération décentralisée, organisée par IFAID Aquitaine à Bordeaux
développer sa capacité d'œuvrer dans des opérations de développement dans une démarche d'échanges "nords-suds"

22 mai et 12 juin 03 (2 jours)

santé, précarité exclusion, organisée par IFAID Aquitaine à Bordeaux
Comprendre les déterminants des processus de précarisation et leurs conséquences sur la santé

4/5 juin 03 (2 jours)

développement urbain en PED, organisée par IFAID Aquitaine à Bordeaux
Problématique urbaine : population, espace, administration, Priorité, Emploi : activités urbaines/rurales, Accès aux services urbains, Inclusion sociale et culturelle, Habitat/Foncier, Gestion municipale/décentralisation

10 juin 03 (1 jour)

appui à l'auto-promotion, organisée par IFAID Aquitaine à Bordeaux
Intégrer dans son approche professionnelle une pratique d'accompagnement des initiatives des acteurs locaux du développement

23 au 27 juin 03 (5 jours)

formation de formateurs, organisée par IFAID Aquitaine à Bordeaux
Connaissance de soi, Situer la formation dans les courants pédagogiques, L'organisation d'une formation, L'animation, L'évaluation de la formation, La communication

Contact 05 56 50 08 67 ou
formation@ifaid.org
Isabelle SERRAULT
ou Marie-Anne KRUGER
www.ifaid.org

L'ONG Quinoa propose dans le cadre de son programme d'éducation au développement des séjours d'immersion dans le quotidien d'ONG du Sud durant les mois d'été 2003 mais aussi hors saison.

Cette démarche se veut avant tout un espace de réflexion et de sensibilisation aux relations Nord/Sud. Il s'agit d'un engagement bénévole de solidarité qui requiert une certaine implication personnelle (préparation et formations, recherche collective de fonds pour financer le projet local, minimum 4 semaines dans le pays hôte, ainsi qu'un week-end d'évaluation au retour). Le contenu des projets varie selon le domaine d'activités de nos partenaires du Sud (reboisement, animation d'enfants des rues, construc-

tion de bâtiments communautaires, éducation par le théâtre, etc.). Cette expérience vous permettra de vous rendre compte des réalités sociales et culturelles des pays du Sud

Si cela vous intéresse, rejoignez-nous vite! Le temps presse ...

Pour tout renseignement complémentaire,
Quinoa, 73, rue Bosquet - 1060
Bruxelles Tél : 02/537.56.04
info@quinoa.be - www.quinoa.be

Modules de formations programmés par le Monde selon les Femmes :

15 mai 2003 (1/2 journée)

OUTILS METHODOLOGIQUES DE SENSIBILISATION SUR GENRE ET DEVELOPPEMENT

Présentation d'outils méthodologiques venant d'Afrique, d'Amérique latine et d'Europe : jeux pédagogiques, affiches, grilles d'analyse, boîte Ad hoc, jeux de rôles, le genre du Nord au Sud...
Discussion sur les manières de sensibiliser au thème du genre.

23 septembre 2003 (1 journée)

GENRE ET MODES DE COMMUNICATION

La pédagogie du cerveau global pour aborder la question de l'égalité entre les femmes et les hommes en éducation au développement.
Construire un message, un dispositif de communication sur le genre qui s'adresse à toutes et tous selon leurs modes préférés : raisonné, imaginé, procédural, relationnel.
Exercices pratiques et ouvrages de référence.

13 juin (1 journée)

LE CONCEPT GENRE

Présentation du concept genre.
Présentation d'outils d'analyse genre et développement (3 rôles, accès aux ressources, mouvements sociaux, besoins pratiques et intérêts stratégiques...).
Exercices sur base d'exemples de projets de développement (revue Palabras) et à l'aide du jeu sur l'égalité entre les femmes et les hommes.

Contact :

Lidia Rodriguez Prieto
Le Monde selon les femmes
18, rue de la sablonnière - B-1000 Bruxelles
Tél : +32 2 223 05 12
Fax : +32 2 223 15 12
<http://www.mondefemmes.org>
e-mail : lidia@mondefemmes.org

BIOFORCE Calendrier des stages courts Avril - Mai 2003

Administration et gestion de projet en solidarité

Du 2 au 4 avril et du 23 au 25 avril
formation de 3 jours : Gestion du personnel national.

Eau et Sanitation en Solidarité Internationale

Du 23-24 avril, du 29 au 30 avril, du 6 au 7 mai et du 15 au 16 mai 2003
Formation 2 jours : Logistique approvisionnement en contexte humanitaire.

Du 5 au 7 mai 2003

Formation 3 jours : Pompage et Logistique et mise en place d'une mission humanitaire.

Du 12 au 16 mai

Formation de 5 jours : Forages et puits.

Du 19 au 23 mai 2003

Formation de 5 jours : Traitement et qualité.

Du 20 au 22 mai 2003

Formation 3 jours : Anglais pour la logistique d'une mission humanitaire / Environnement et enjeux de la solidarité internationale

Du 7 au 9 avril 2003

Formation 3 jours : Droit, éthique et qualité.

Le 17 avril à Paris et le 15 mai 2003 à Lyon

Formation d'un jour : Techniques de recherche de mission.

Information :

Bioforce Développement
Centre de formation et d'orientation des acteurs de la solidarité
44 Bd Lénine - 69694 Vénissieux
Cedex - France
Tel : (33) 4 72 89 31 41
Fax : (33) 4 78 70 27 12
e.mail : info@bioforce.asso.fr

**26th - 27th April 2003
Queen Elizabeth House,
University of Oxford.
The Rights of Refugees Under
International Law**

Course Fee: £130 (including course materials, refreshments and a light lunch)

Formations Événements

This weekend seminar focuses on the specific human rights to which all refugees are entitled under the 1951 Refugee Convention and its 1967 Protocol. This is a matter of increasing importance, as governments in many parts of the world are presently engaged in efforts to redefine refugees as little more than the objects of political and humanitarian discretion. As a matter of law, however, refugees are holders of a critical set of rights which they are entitled to invoke in relation to state parties to the refugee treaties. The goal of this short course is to equip policy-makers, advocates and scholars with a solid understanding of the international refugee rights regime.

The first morning consists of an historical analysis of the evolution of refugee rights and an introduction to the structure of entitlement under the Refugee Convention. The balance of the course focuses on three key themes selected for their contemporary relevance: the right of refugees to enjoy freedom of internal movement, to work, and to receive public assistance. This year's course presents materials not previously canvassed in the weekend workshops of prior years, excepting only the general introduction offered on the first morning.

The teaching methodology combines overview lectures with a series of intensive workshops in which participants co-operate to examine the application of legal rules in the context of specific case studies. To ensure an intimate and involving atmosphere, a maximum of 50 participants will be enrolled in the course.

Instructor: Professor James C Hathaway is Director of the Program in Refugee and Asylum Law at the University of Michigan Law School and Senior Visiting Research Associate at Queen Elizabeth House, University of Oxford. He is the author of *The Law of Refugee Status* (1991) and editor of *Reconceiving International Refugee Law* (1997). He has provided training on refugee law to academic, non-governmental and official audiences in all parts of the world, and is a member of the editorial advisory boards of the *Journal of Refugee Studies* and the *Immigration and Nationality Law Reports*.

For further information, write to:
Short Courses
Refugee Studies Centre
Queen Elizabeth House
University of Oxford
21 St Giles, Oxford,
OX1 3LA United Kingdom
E-mail: rscmst@qeh.ox.ac.uk

L'Université Paysanne
Africaine est une initiative du
réseau Agriculture Paysanne et
Modernisation (APM Afrique)
proposent une formation par
alternance destinée à des
responsables d'organisations
paysannes africaines.

Module 1 : Evolution des sociétés locales et évolutions du contexte national et international.

Module 2 : Les mutations de l'environnement économique de l'agriculture.

Module 3 : Les réorganisations institutionnelles

Module 4 : Positionnement des organisations paysannes dans un monde qui change

Module 5 : La planification stratégique : objectifs et démarches

Module 6 : La programmation stratégique et la négociation

Pour tous renseignements complémentaires, contacter :

UPAFA / APM Afrique - ENEA - KM,
avenue Cheikh Anta Diop - BP 5084 -
Dakar-Fann - Sénégal -
Tél./Fax : 00 (221) 825 25 48
Email : enea@telecomplus.sn

Réseau APM Afrique : Secrétariat
Permanent BP 10008 Yaoundé -
Cameroun -
Tél. : 00 (237) 21 53 89
Fax : 00 (237) 20 55 20
email : apm@comnet.cm

June 16 to July 11, 2003
Rural Development and
Management

Course Venue: International Institute

of Rural Reconstruction
Course fee: US\$3,000

This course is for senior and mid-level development managers, and covers development issues, managing sustainable and people-centered development programs, and managing development organizations. It addresses aspects of program and project planning, implementation and evaluation. Topics include: issues in development, approaches in development with focus on participation and integration, strengthening of organizations, and action planning. Participants are introduced to real-life experiences in rural development and the course is built around observations of community-level development efforts in the Philippines.

For more information and to get a copy of the application form, kindly contact (we encourage the use of e-mail):

Course Coordinator
Education & Training Program
International Institute of Rural
Reconstruction
Y.C. James Yen Center
Silang, Cavite 4118, Philippines
Telefax : (63-46) 4142423
Tél. : (63-46) 4142417
Fax : (63-46) 4142420
Email : education&training@iirr.org
Website: www.iirr.org

Ingénierie de
Développement Local
Formation Universitaire et
Professionnelle pour des
acteurs de terrain

12 modules autour de 3 thèmes :
- Politiques et stratégies de développement
- Conception, gestion et évaluation de projets
- Méthodes et outils de développement local

Dossiers d'inscription et renseignements :
CIEDEL Formation
30, rue Sainte Hélène
69002 Lyon (France)
Tél. : 33 4 472 77 87 50
Fax : 33 4 72 41 99 88
email : ciedel@univ-catholyon.fr

Evénements

**Du 23 au 25 Avril 2003
(Dakar- Sénégal)**

**L'OCDE organise une
conférence internationale
sur le commerce et
l'investissement : Pour une
Afrique qui tire bénéfice de la
mondialisation.**

Pour plus d'information ou pour vous
inscrire rendez vous sur :
www.investtrade-inafrica.org.

Les Midis du Sud...

Conférences-débats autour des
échanges, de l'interdépendance et de
la solidarité à développer entre le Nord
et le Sud.

Mercredi 9 avril

"Un tiers du monde sans liberté de
presse!" par Georges-Henri Beauthier,
avocat au barreau de Bruxelles et
membre de Reporters Sans Frontières.
Mercredi 7 mai

"Le lien entre les forums décentralisés
et le Forum Social Mondial. Quel rôle
joue la société civile?" par Arnaud
Zacharie, chercheur au CADTM, porte-
parole et coordinateur du réseau scien-
tifique d'ATTAC Belgique.

Entre 13h et 14h à la Coordination
Générale des Étudiants Étrangers
(CGEE), rue Dédale 1 à Louvain-la-Neuve.

Pour plus d'informations :

Louvain Développement.

Chemin de Florival, 1.

1348 Louvain-La-Neuve.

tel : 010 47 90 33.

fax : 010 47 33 93.

<http://www.louvaindeveloppement.org>

25 to 31 May 2003

**The Korean Government will
host the 11th International
Anti-Corruption Conference
(IACC) and Global Forum III on
Fighting Corruption and
Safeguarding Integrity**

The Seoul Conference will mark the
first time in which the Global Forum,
an intergovernmental conference held
on the ministerial-level, and the IACC,
an anti-corruption conference in which
the participants attend in their perso-
nal capacities, are jointly held, united
by the common objective of promoting
the exchange of knowledge and experi-
ences in curbing corruption

Information :

Organizing Office for GF III and 11 th IACC

Tél: 82 2 551 2972 8

Fax: 82 2 551 29 88

Email: iacc2003@moj.go.kr

26 - 28 mai 2003 (Crète)

**Conférence Internationale sur
les énergies renouvelables
pour le tourisme, les îles et le
dessalement des eaux**

Cette conférence abordera les 3
thèmes suivants:

- Sources d'énergie renouvelables pour
les îles

- Sources d'énergie renouvelables et
tourisme

- Dessalement des eaux par les sources
d'énergie renouvelables.

Information : EREC (European
Renewable Energy Council), Insula
(International scientific Council for
Islands development) et NTUA -
RENES (National Technical University
of Athens)

Tél.: 32 2 546 19 45

Web: www.erc-renewables.org

Email: erc@erec-renewables.org

**30 et 31 mai 2003
(Helsinki, Finlande)**

**L'inégalité, la pauvreté et
le bien-être humain**

La conférence internationale organisée
par le Wider sera l'occasion de passer
en revue les récents progrès accomplis
dans l'élaboration des concepts et des
méthodes analytiques et de réfléchir à

la façon dont la recherche à venir en
matière d'inégalité, de pauvreté et de
bien-être humain saura tirer le
meilleur parti de ces progrès.

Thèmes prévus :

La mesure du bien-être humain

L'inégalité spatiale

Les tendances mondiales de l'inégalité
et de la pauvreté

Les études de micro-simulation

Les approches de modélisation (dyna-
mique, EGC, etc.)

Participation et Renseignements :

Courrier électronique :

global@wider.unu.edu

Fax : +358-961599333

Wider (Université des Nations Unies),
katajanokanlaituri 6B,
00160 Helsinki, Finlande

26 - 27 June 2003 -

Freiburg, Germany

**ESTEC - European Solar
Thermal Energy Conference**

Information:

ESIF

European Solar Industry Federation

26, rue du Trône -

1000 Bruxelles - Belgium

Tél. : 32 254 619 38

Fax : 32 254 619 44

**22-26 septembre 2003,
Genève**

XIXème Festival médias Nord-Sud
Le festival est une plate-forme de
rencontre entre professionnels des
médias, chercheurs et acteurs de la vie
internationale sur les questions de
développement, des libertés et des
droits humains.

Organisation : Télévision Suisse
romande - Institut universitaire
d'études du développement.

Renseignements :

Anne Rist, coordinatrice générale.

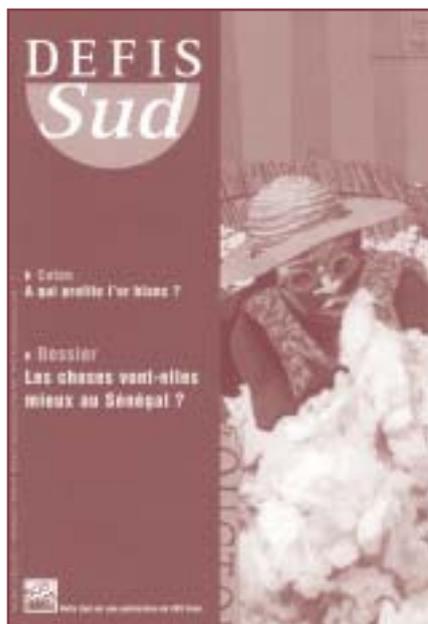
Tél : +41 22 708 81 93

Fax : +41 22 328 94

Email : nordsud@vtx.ch.



On nous informe



Nouveau numéro de Défis Sud (n° 55) : "Les choses vont-elles mieux au Sénégal ?"

Le Sénégal jouit d'une assez bonne réputation grâce à la stabilité et à l'alternance politique, à une presse libre et plurielle, à de bonnes relations internationales, aux succès macro-économiques, à la promotion de la femme, à une émigration inventive et dynamique et à l'implication de la population dans la gestion locale... *Mais l'avenir des Sénégalais ne semble pas aussi radieux à l'aune de la mondialisation* : la pauvreté persiste, le fondamentalisme progresse, l'agriculture stagne... *Les agriculteurs sénégalais - qui représentent la moitié de la population ! - doivent se battre pour revendiquer leurs droits !* Le monde paysan est un secteur clef pour l'avenir du Sénégal. Il serait salutaire de ne plus lui imposer des "programmes", mais de le laisser s'organiser et agir selon ses besoins.

Conditions d'abonnement
1 an, soit 6 numéros : 15 Euros
2 ans, soit 12 numéros : 27 Euros
Rue aux Laines, 4 1000 Bruxelles,

Belgique
Pour tout renseignement :
d.sud@sosfaim.be
Site web : www.defis-sud.info

Le monde selon les femmes vient de publier :

"L'intégration des femmes migrantes au marché de l'emploi"

Cette publication se veut une tribune où les expériences des migrantes, dans le domaine de la recherche d'un emploi, sont mises à plat.

"Le rôle des femmes migrantes dans les ONGs et le développement"

Cette publication se penche sur les liens entre les ONG du Nord et les femmes migrantes ainsi que leur apport au développement : des pistes, des actions, des propositions méthodologiques pour appuyer la capacité d'action des femmes immigrées comme actrices du développement socioéconomique du sud, des ponts à jeter pour la participation des associations de migrantes au développement sont quelques-uns des thèmes abordés, avec un article spécifique de la migration des femmes latino-américaines.

"Accès aux droits de santé reproductive et sexuelle des femmes migrantes en Belgique"

Cette étude de cas des associations des femmes migrantes en Belgique a été menée dans le cadre de la conférence Internationale des Droits en matière de santé reproductive et sexuelle organisée par la Plate-forme Population et Développement

Ces publications sont accessibles sur demande au Monde selon les femmes au prix de 6 €.

"Le Genre du Sud au Nord"

L'objectif de cette publication est de valoriser et de divulguer des outils pédagogiques créés pour l'animation et la sensibilisation au genre,

développés par des organisations de femmes en Amérique latine. Nous voulons aussi promouvoir l'échange Sud/Nord de méthodologies en revalorisant l'apport des femmes du Sud, La sensibilisation du genre dans une approche Sud/ Nord propose une ouverture d'esprit propice à la solidarité internationale. La publication prétend être une alternative à la pédagogie traditionnelle. Nous proposons ainsi une pratique éducative et méthodologique caractérisée par "l'horizontal", le dialogue et la participation.

Nous estimons que cette approche pédagogique est la forme la plus appropriée du processus éducatif dans un contexte féminin et plus particulièrement si les femmes sont issues des milieux populaires. Le 15 mai une journée de divulgation sera prévue pour favoriser l'appropriation de l'outil. Postérieurement, des formations seront données sur demande par le M/F.

Cette publication est accessible sur demande au Monde selon les femmes au prix de 5 €.

Contacts : Poupette Choque - Pascale Maquestiau - Lidia Rodriguez Prieto
lidia@mondefemmes.org

Un changement à la Direction Bioforce qui fête cette année le 20^e anniversaire de sa création.

Après avoir, depuis 1997, assuré la direction de Bioforce, Benoît Miribel a pris la décision de rejoindre Action Contre la Faim à Paris. Sous son impulsion, Bioforce a connu un développement important tant en ce qui concerne l'offre de formation que d'orientation.

C'est Rory Downham qui a été désigné pour lui succéder à dater du 1^{er} février et assurer la continuité dans la finalité, les objectifs et le

développement de Bioforce.

Il aura également à préparer et gérer le transfert des activités de Bioforce dans des locaux provisoires dans l'attente de la construction d'un nouveau bâtiment.

Cette année 2003 sera marquée également par les 20 ans de Bioforce créé en 1983 à l'initiative du Docteur Charles Mérieux.

Cet anniversaire sera l'occasion d'un bilan mais aussi de réflexions prospectives que Bioforce s'efforcera de développer tout au long de l'année au travers d'événements destinés au grand public tels qu'un forum sur l'Engagement, une exposition-photos itinérante ...

SOS/PG vient de réaliser deux dossiers pédagogiques

- un dossier sur Madagascar, en support à une Malle sur Madagascar. Le dossier pédagogique propose cinq animations pour permettre de découvrir la diversité géographique, sociale, culturelle, économique de Madagascar. Une réflexion peut ensuite être menée sur des problématiques telles que la vie quotidienne dans d'autres pays, la production et la commercialisation dans une société mondialisée, la santé, les relations Nord/Sud. D'autres supports informatifs (cassette vidéo, montage diapositives) accompagnent la malle, avec un complément d'information dans le dossier pédagogique.
- un dossier sur les Peuples indigènes d'Amérique du Sud, en support à l'exposition sur les Peuples indigènes d'Amérique du Sud; L'exposition sur les Peuples indigènes amérindiens, qui s'adresse aux jeunes de l'enseignement secondaire, tente de montrer que nous sommes tous concernés par la préservation de leurs richesses culturelles. L'exposition illustre le droit à la différence, à un autre mode de développement et insiste sur la nécessité du respect de la spécificité de chaque homme. Ce dossier constitue un support informatif et pédagogique à l'exposition ou à une réflexion dans le cadre d'un cours. Le complément d'information fourni dans la première partie du dossier permet

d'aborder ensuite les animations.

Des indications bibliographiques invitent également à aller plus loin dans la découverte des peuples indigènes.

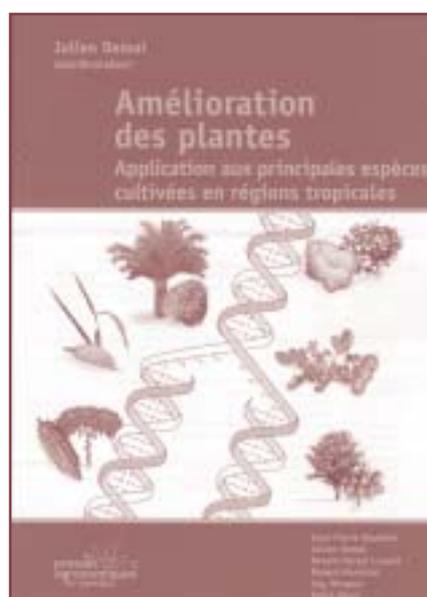
Ces dossiers peuvent être empruntés ou achetés (30 € pour Madagascar, 60 € pour les Peuples indigènes) à SOS/PG, Rue de l'Yser, 258, 4430, Ans, tél : 04 247 75 75, email : sos.pg@skynet.be

Vient de paraître :

Amélioration des plantes - Application aux principales espèces cultivées en régions tropicales,

2002, 584 pages, 77 figures, 72 photos couleurs, 20 tableaux, ISBN 2-87016-067-4,

Presses agronomiques de Gembloux, Passage des Déportés, 2 à 5030 Gembloux - Tél./Fax : 081 62 22 42 - Email : presseagro@fsagx.ac.be



Vient de paraître au CETRI:

- "Alternatives Sud", Raisons et déraisons de la dette. Points de vue du Sud, vol. IX (2002), n° 2-3 - 268 pages. Plus que jamais, la dette du Tiers Monde s'impose comme un des facteurs clés de l'inégalité des rapports Nord-Sud. L'analyse de son origine, de ses causes, de ses mécanismes, des

solutions préconisées et de ses effets en révèle, tant sur le plan moral que juridique, le caractère injuste et illégitime, voire "odieux" lorsqu'elle fut contractée par des gouvernements autoritaires en guerre contre leur propre peuple. Son maintien, véritable mécanisme de coercition, cantonne les pays du Sud dans une relation de subordination aux injonctions des instances financières internationales. Déjà remboursée plusieurs fois mais toujours en hausse, cette dette pèse sur les populations qui n'en ont pas bénéficié. La mobilisation pour son annulation passe aussi par une mise en évidence de la dette historique du Nord vis-à-vis du Sud - esclavage, pillage, colonisation, dette écologique, ... - et la formulation de mécanismes de compensation. Prix au numéro: 13 EUR (20 CHF, 15 USD, 25 CAD), port compris Abonnement un an (4 n°) : 50 EUR (75 CHF, 50 USD, 85 CAD)

- Mondialisation des résistances. L'état des luttes 2002

Samir Amin & François Houtart, coordinateurs - 386 pages
De Seattle à Gênes, de l'Autre Davos à Porto Alegre, les protestations contre les politiques néolibérales se multiplient. En gestation depuis plusieurs années, la dynamique de convergence entre mouvements sociaux anciens et nouveaux, urbains et ruraux, du Nord et du Sud se cristallise dans de nouvelles coalitions et des campagnes d'envergure internationale contre le modèle actuel de mondialisation. L'ouvrage "Mondialisation des Résistances - L'Etat des luttes 2002" a pour ambition de dresser un panorama de ces luttes sociales dans les différentes régions du monde en les replaçant dans leurs contextes économique et politique. Il met également en évidence l'intensification des mobilisations mondiales autour de certains enjeux "globaux", de la dette extérieure à la question de l'eau, aujourd'hui instrumentalisés au profit d'intérêts privés. Face au redéploiement des luttes à l'échelle mondiale, une réflexion de fond s'impose: en quoi et comment la phase néolibérale du capitalisme constitue-t-elle un défi majeur pour les mouvements sociaux ? Comment concevoir une stratégie de développement libérant les peuples

On nous informe

des rapports de domination internationaux, et sous quelles conditions les alternatives avancées par les mouvements sociaux peuvent-elles répondre au double péril de la marchandisation et de la militarisation du monde ? Initiative du Forum Mondial des Alternatives, fruit de multiples collaborations, "Mondialisation des Résistances - L'Etat des luttes 2002" se veut un instrument au service de la convergence des mobilisations. Prix de lancement : 15 euros (+ port : Belgique 3 euros, autres pays 6 euros)

*Centre tricontinental (CETRI)
avenue Ste Gertrude 5
B- 1348 Louvain-la-Neuve (Belgique)
tel. +(32.10) 48 95 60 -
fax +(32.10) 48 95 69 -
E-mail : cetri@cetri.be -
www.cetri.be*

L'EUROPE FANTÔME (Visions africaines de l'Europe et des Européens)

avril - mai - juin 2003

La manifestation culturelle L'EUROPE FANTÔME s'est donnée pour objectif d'offrir au public de Belgique l'occasion d'une réflexion sur les différentes visions (artistiques et sociologiques) développées en Afrique même et chez les Africains d'Europe à propos du "monde des blancs". En ouverture, un colloque international, regroupant une douzaine de chercheurs, majoritairement africains, permet aux participants de confronter des aspects historiques et contemporains de la perception africaine de l'Europe et des Européens. *Accès gratuit.*

Une exposition importante et volontairement éclectique (objets anciens ou récents, art populaire, photographies, art contemporain) présente au visiteur près de 200 créations, reflets d'un choc de cultures, de mythes, de réalités et de variations sur le thème du "regardeur regardé". *Prix d'entrée : 5 euros (visites guidées sur inscriptions, pour groupes et associations, tous publics).* Parallèlement, un cycle de rencontres (18 au total) s'étale au long des mois de mai et de juin dans 8 centres culturels (Anderlecht, Woluwe-Saint-Lambert, Saint-Gilles, Berchem-Sainte-Agathe, Etterbeek, Watermael-Boitsfort, Schaerbeek, Ganshoren).

Cinéma, lecture-spectacle théâtrale, conférences-débats sur d'autres thèmes et formes d'expression connexes. *Prix unique par activité : 3 euros.*

- LE COLLOQUE (4 et 5 avril) : Palais des Colonies. Musée royal d'Afrique centrale, Tervuren
- L'EXPOSITION (23 mai - 6 juillet 2003) : Galerie VERTEBRA, 45, avenue Wielemans-Ceuppens, 1190 Bruxelles
- LE CYCLE DE RENCONTRES (8 mai - 19 juin 2003) : 8 centres culturels de la Région bruxelloise

*Renseignements : Coopération par l'Education et la Culture (CEC), 18, rue Joseph II, 1000 Bruxelles
Tél : 02 217 90 71
Fax : 02 217 84 02
Email : cec-onq@yucom.be*

Vient de paraître : "Empreintes africaines" de Alain Wuilbaut

67 photographies originales réparties sur 88 pages au format 29,7 x 21 cm, impression en bichromie, couverture cartonnée - Prix : 28 € (+2.50 € de frais d'envoi) à verser au compte 000-1842680-68 de l'asbl "Afrique au Cœur"

*IPH éditions Imprimerie Provinciale
du Hainaut
Zone Industrielle de Jumet,
4e rue - 6040 Jumet
Tél. : (071) 25 85 34 -
Fax : (071) 34 03 16*





Offres d'emploi

FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION OF THE UNITED NATIONS (FAO)

1) Vacancy announcement n°: 1136-ESS
Deadline for application: 07 April 2003
Post number: 0093521
Position Title: STATISTICIAN
Level (grade): P-4
CGOG code: 1M06
Post code: C
Duty station: Rome
Date for entry on duty: As soon as possible
Duration of assignment Fixed Term: three years
Organizational Unit: Statistics Development Service
Statistics Division
Economic and Social Department

2) Vacancy announcement n°: 1131-AGS
Deadline for application: 07 April 2003
Post number: 1046748
Position Title: AGRICULTURAL OFFICER (POST PRODUCTION SYSTEMS)
Level (grade): P-3
CGOG code: 1H02
Post code: C
Duty station: Rome
Date for entry on duty: As soon as possible
Duration of assignment Fixed Term: three years
Organizational Unit: Agricultural Food Engineering Technologies Service
Agricultural Support Systems Division
Agriculture Department

3) Vacancy announcement n°: 1134-AGP
Deadline for application: 07 April 2003
Post number: 0422410
Position Title: TECHNICAL OFFICER (IPM/PLANT PATHOLOGY)
Level (grade): P-4
CGOG code: 1H02o
Post code: C
Duty station: Rome
Date for entry on duty: As soon as possible
Duration of assignment Fixed Term: three years
Organizational Unit: Plant Protection Service
Plant Production & Protection Division
Agriculture Department

4) Vacancy announcement n°: 1135-AGS
Deadline for application: 08 April 2003
Post number: 0065617
Position Title: TECHNICAL OFFICER (AGRO-INDUSTRIES)
Level (grade): P-4
CGOG code: 1H01
Post code: C
Duty station: Rome
Date for entry on duty: As soon as possible
Duration of assignment Fixed Term: three years
Organizational Unit: Agricultural & Food Engineering Technologies Service
Agricultural Support Systems Division
Agriculture Department

5) Vacancy announcement n°: 1138-AGP
Deadline for application: 10 April 2003
Post number: Unidentified
Position Title: AGRICULTURE OFFICER (CAPACITY BUILDING)
Level (grade): P-2
CGOG code: 1H01
Post code: C
Duty station: Rome
Date for entry on duty: As soon as possible
Duration of assignment Fixed Term: Three Years
Organizational Unit: Seed and Plant Genetic Resources Service
Plant Production & Protection Division
Agriculture Department

6) Vacancy announcement n°: 1137-ESD
Deadline for application: 14 April 2003
Post number: Unidentified
Position Title: ECONOMIST
Level (grade): P-4
CGOG code: 1E02
Post code: C
Duty station: Rome
Date for entry on duty: As soon as possible
Duration of assignment Fixed Term: Three years
Organizational Unit: Global Perspectives Studies Unit
Office of the Assistant Director-General
Economic and Social Department

7) Vacancy announcement n°: 1141-FIR
Deadline for application: 18 April 2003
Post number: 0113980
Position Title: SENIOR FISHERY RESOURCES OFFICER (RESOURCE MANAGEMENT)
Level (grade): P-5
CGOG code: 1R01c
Post code: C
Duty station: Rome
Date for entry on duty: As soon as possible
Duration of assignment Fixed Term: Three Years.
Organizational Unit: Inland Water Resources/Aquacult. Service
Fishery Resources Division
Fisheries Department

8) Vacancy announcement n°: 1143-AFH
Deadline for application: 24 April 2003
Post number: Unidentified
Position Title: HUMAN RESOURCES OFFICER
Level (grade): P-3
CGOG code: 1.A.06
Post code: C
Duty station: Rome
Date for entry on duty: As soon as possible
Duration of assignment Fixed-Term: 3 Years
Organizational Unit: Human Resources Development Service
Human Resources Management Division
Administration and Finance Department

9) Vacancy announcement n°: 1126-ESS*
Deadline for application: 25 April 2003
Post number: 0093459
Position Title: STATISTICIAN
Level (grade): P-2
CGOG code: 1.M.06
Post code: C
Duty station: Rome
Date for entry on duty: As soon as possible
Duration of assignment Fixed-Term: 3 Years
Organizational Unit: Statistical Development Service
Statistics Division
Economic and Social Department

10) Vacancy announcement n°: 1142-ESA
Deadline for application: 25 April 2003
Post number: 0096317
Position Title: ECONOMIST
Level (grade): P-4
CGOG code: 1E02
Post code: C
Duty station: Rome
Date for entry on duty: As soon as possible
Duration of assignment Fixed Term: Three years
Organizational Unit: Agricultural Sector in Economic Development Service
Agricultural and Economic Development Analysis Division
Economic and Social Department

APPLICATIONS: (in all cases quote the vacancy announcement number) to: Chief, Human Resources Development Service (AFHO) - Via delle Terme di Caracalla - 00100 Rome ITALY
Fax # +39 06 57055131
Email: AFHO-VA@fao.org
Staff members: Complete 10 copies of form ADM 75.
Other Candidates: Please complete two copies of Personal History Form or send detailed Curriculum Vitae if form not available.
Applicants will be contacted only if they are short-listed. In this connection please note that the selection process may take up to six months for completion.
Guidelines to applicants as on previous VA's or available on FAO Internet
Page
<http://www.fao.org/VA/guidele.htm>

Greenpeace Belgium seeks an executive director

The skills needed are first of all the capacity to bring an added value to the existing team, to coach and give advice to the Campaign and Fundraising Managers, to overview the short and long term financial and structural development of the organisation, to manage the human resources, to maintain relations with Greenpeace International and worldwide as well as to keep in touch with the political, economic, scientific and social life in our own country.
If you think you could offer this to Greenpeace, we would be very glad

to receive your CV before 15th of April, 2003. Do not hesitate to ask for a detailed job description. Call Greet Forier at 02-274.02.07 or e-mail: greet.forier@be.greenpeace.org

La Fondation Damien, ONG

spécialisée dans la lutte contre la lèpre et la tuberculose, recherche, afin de soutenir le Programme National de Lutte contre la Lèpre et la Tuberculose au Mozambique dans les 2 provinces de Tete et Sofala :

Un(e) Conseiller(e) médical(e) (M/F). Cette personne assurera les tâches suivantes :

- Coordination et suivi technique du Programme National au niveau provincial (Tete et Sofala) en collaboration étroite avec le Ministère de la Santé.
 - Formation et suivi du personnel médical et paramédical.
 - Supervision et suivi de terrain réguliers.
 - Evaluation et analyse des données épidémiologiques.
 - Suivi budgétaire, reporting et planning.
 - Représentant de la Fondation Damien.
- Profil souhaité :
- Docteur en médecine.
 - Diplôme de médecine tropicale.
 - Diplôme de santé publique ou expérience équivalente.
 - Expérience lèpre et/ou tuberculose.
 - Accepte de travailler dans une équipe multi-culturelle.
 - L'expérience dans une fonction semblable est un atout.
 - Connaissance préalable du portugais est un atout.
 - Bonnes connaissances outils informatiques (Excel, Word, Epi-info).
 - Disponibilité : dès que possible.

Nous offrons :

- Contrat de 2 ans, statut de coopérant-ONG.
 - Salaire attractif suivant expérience.
 - Avantages extra-légaux.
- Veillez adresser votre curriculum vitae avec lettre de motivation à la Fondation Damien,
Mme C. Van den Eynde,
blvd Léopold II 263, B-1081 Bruxelles
- fax +32/2/422.59.00 -
courriel : cathy.vandeneynde@damien-fondation.be
Site web : www.fondationdamien.be

Quinoa recherche pour ces chantiers 2003

2 personnes pour le Maroc (juillet ou sept. - à décider)
1 personne pour le Bénin (juillet)
1 personne pour le Népal (juillet)
1 personne pour le Mexique (sept., oct. ou nov. - à décider)

Quinoa est une ONG d'éducation au développement connue surtout pour l'encadrement de séjours d'une durée d'un mois dans les pays du Sud; séjours qui combinent la participation à un projet de développement et la sensibilisation aux réalités sociales et culturelles des pays hôtes.

Chaque année, une vingtaine de responsables et co-responsables bénévoles assurent le suivi et l'encadrement des groupes qui partent durant les mois de juillet et août, et hors saison. Les responsables de projet sont les premiers relais en matière d'éducation au développement, ils encadrent un groupe pendant plusieurs mois (formations, récolte de fonds collective, contacts avec le partenaire du Sud, séjour dans le Sud et évaluation). Quinoa propose en échange diverses formations et outils pédagogiques spécifiques à l'éducation au développement et à la gestion de groupe. Cet engagement citoyen vous permettra de vivre une expérience dans le monde des ONG et de contribuer à un projet solidaire dans le Sud.
Les critères de sélection seront l'expérience dans un pays du Sud et/ou d'encadrement de groupes, l'intérêt pour les relations Nord-Sud et la disponibilité (plusieurs soirées par mois + 3 week-ends avant le départ).

Si vous êtes intéressé, envoyez-nous une lettre de motivation et votre curriculum vitae par e-mail ou à l'adresse postale suivante:
rue Bosquet 73 à 1060 Bruxelles

Architecture & Développement recherche un Administrateur pour son siège à Paris.

Le poste consiste à assurer :

- 1/ le suivi administratif et financier du siège
- Comptabilité du siège / gestion administrative
- Contrôle administratif et budgétaire

des programmes

- Préparation des budgets des nouveaux programmes

2/ L'encadrement Ressources Humaines

- Gestion des salariés au siège
- Suivi administratif des volontaires et stagiaires
- Mise en place des sessions de formations pour les départs terrain

Compétences :

Bonnes notions de comptabilité
Maîtrise des bailleurs nationaux et internationaux
Expérience en RH
Expérience de la gestion associative
Maîtrise des outils informatiques
Anglais obligatoire

Profil :

Formation bac +2 (IUT, BTS) à bac +5 (DESS)
Expérience de terrain obligatoire
Goût pour le travail d'équipe et la prise d'initiatives

Conditions :

Eligible aux critères d'emploi jeune
Emploi salarié à plein temps, sur la base de 35 h/semaine
1510 Euros brut / mois
<http://www.expats-network.com/ins/offreShow.php?idOffre=507>

Contact : celinemerresse@archidev.org

**Enfants et développement
cherche un Responsable de
projets/Représentant pour
le Vietnam**

Basé(e) à Hanoi, rattaché(e) au chef de secteur en France, il ou elle est responsable des actions de l'association au Vietnam. Le poste nécessite de fréquents séjours dans les provinces de Lao Cai et Quang Ninh.

Responsabilités générales :

- Représenter E&D auprès des autorités vietnamiennes et des partenaires

locaux

- Gérer et développer les ressources humaines locales
- Elaborer des rapports (internes, bailleurs) synthétiques et détaillés en Anglais et en Français.
- Assurer la gestion administrative et financière des projets.
- Responsabilités spécifiques :
Assurer la dernière année d'intervention d'un projet visant à améliorer l'accès à l'éducation des enfants de minorités ethniques
- Assurer le démarrage d'un nouveau projet mené en consortium avec SC UK dans le domaine du développement global du jeune enfants auprès de minorités ethniques (2 zones dans 2 provinces différentes)
- Coordonner et animer à travers un processus dynamique et participatif basé sur le cadre logique d'intervention, l'équipe E&D, celle du partenaire britannique, des partenaires vietnamiens, des communautés villageoises et des enfants.

Contact :

www.enfantsetdeveloppement.org

**SCI projets internationaux
(OJ - ONG)
engage un détaché
pédagogique**

Tâches :

- Formation d'animateurs en éducation au développement
- Actions de sensibilisation
- Organisation d'activités de volontariat pour jeunes.

Profil :

- Etre nommé à titre définitif dans l'enseignement
- Avoir moins de 36 ans
- Connaissance minimale de l'anglais.

Conditions :

- Engagement dès septembre 2003 (le dossier de demande de détachement doit être rempli et le contrat signé dès avril 2003).

*Envoyer CV et lettre de motivation à
Pascal Duterme, SCI,
Rue Van Elewyck, 35
à 1050 Bruxelles,
ou par Mail : sci@scibelgium.be
Infos : Tél : 02/649.07.38,
Mail : sci@scibelgium.be*

**Iles de Paix
recherche un animateur (H/F)**

Fonction :

- Préparer et animer des expositions, séances d'information, débats, tables rondes, etc.
- Participer à la conception de supports pédagogiques
- Motiver, assister et développer le réseau de bénévoles dans la région bruxelloise.

Profil :

- Niveau d'études universitaire
- Intérêt pour la problématique Nord/Sud
- Excellente capacité d'analyse, d'écoute, de dialogue et d'expression orale et écrite
- Sens de l'initiative, autonomie, excellente organisation
- La connaissance du néerlandais et/ou de l'espagnol est un atout supplémentaire.

Conditions :

- Résider dans l'agglomération bruxelloise
- Etre dans les conditions ACS
- Disposer d'un véhicule
- Contrat à durée indéterminée avec période d'essai de six mois.

*Lettre de motivation manuscrite et
CV à Luc Langouche,
Iles de Paix ASBL,
Rue du Marché 37
à 4500 HUY ou,
par voie électronique, à
jobs@ilesdepaix.org*

Echos